

# JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE



**BIMENSUEL**

Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois

30 Septembre 2008

50ème année

N° 1176

## SOMMAIRE

### I - Lois & Ordonnances

### II - DECRETS, ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

#### Présidence de la République

#### Actes Réglementaires

22 juillet 2008

**Décret n°143-2008** Portant ratification du protocole fixant les possibilités de pêche prévues par l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche, conclu à Nouakchott le 13 mars 2008 entre la Communauté Européenne et la République Islamique de Mauritanie, pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2008 au 31 juillet 2012.....1006

#### Actes Divers

22 Juillet 2008

**Décret n°144-2008** Portant nomination du Président et du Vice-président du Conseil Economique et Social.....1006

03 juillet 2008	<b>Décret n°146-2008</b> Portant nomination du Président de la Haut Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel.....	1006
03 Août 2008	<b>Décret n°147-2008</b> Portant modification du décret n°139-2008 du 15 Juillet 2008 Portant nomination des membres du Gouvernement.....	1006

### PREMIER MINISTERE

#### Actes Réglementaires

16 juin 2007	<b>Décret n°90-2007</b> Portant institution du Commissariat à la Protection sociale et à la Sécurité Alimentaire et fixant ses règles d'organisation et de Fonctionnement.....	1007
20 juin 2007	<b>Décret n°096-2007</b> Fixant les attributions du ministre des Transports et l'organisation de l'administration centrale de son Département.....	1011

### Ministère de la Justice

#### Actes Divers

02 Avril 2008	<b>Arrêté n°1034</b> Portant liste des candidats admis à la sélection des personnels destinés à pouvoir de nouvelles charges notariales.....	1024
02 Avril 2008	<b>Arrêté n°1039</b> Portant ouverture d'une sélection professionnelle pour le recrutement de magistrats.....	1026

### Ministère de l'Economie et des Finances

#### Actes Réglementaires

30 Mars 2008	<b>Arrêté n°1003</b> Portant création d'une régie d'avances auprès du Ministère Chargé de la promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille.....	1027
30 Mars 2008	<b>Arrêté n°1011</b> Portant modification de certaines dispositions de l'Arrêté n° R 2532 du 22 Octobre 2007 relatif à la régie d'avance auprès du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme.....	1028
30 Mars 2008	<b>Arrêté n°1012</b> Portant révision de la Commission Technique des Enquêtes Statistiques au sein du Conseil National de la Statistique.....	1028
30 Mars 2008	<b>Arrêté n°1014</b> Instituant les mécanismes budgétaires et comptables ainsi que les modalités de diffusion de l'information de la dette extérieure de l'Etat.....	1030

30 Mars 2008 **Arrêté n°1049** Abrogeant et remplaçant l'arrêté n°2887/ MEF/ DGB/ 007 du 22 Novembre 2007, portant création d'une régie d'avances auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie destinée à couvrir les frais de fonctionnement de certains départements du Ministère.....1032

**Actes Divers**

30 Mars 2008 **Arrêté n°1013** Portant désignation des membres du Conseil Nation de la Statistique.....1033

**Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle**

**Actes Réglementaires**

31 Mars 2008 **Arrêté n°1017** Portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n°458 du 6 Juin 1999 précisant la composition et certaines règles de fonctionnement des Conseils d'Administration des Lycées de Formation Technique et Professionnelle.....1034

14 Avril 2008 **Arrêté n°1357** Portant création d'une cellule d'exécution du programme de formation insertion de 4 000 jeunes.....1035

**Ministère du Pétrole et des Mines**

**Actes Réglementaires**

30 Mars 2008 **Arrêté n°1008** Portant création d'une Commission chargée de l'examen des candidatures aux emplois fonctionnels d'encadrement.....1037

**Actes Divers**

03 Avril 2008 **Arrêté n°1040** Portant mutation du permis de recherche n°271 pour le diamant dans la zone de Mjebir (Wilaya de l'Adrar) au profit de la Société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO S.A.).....1038

03 Avril 2008 **Arrêté n°1041** Portant mutation du permis de recherche n°472 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone d'Ain Chouamat (Wilaya du Hodh El Charghi) au profit de la société TransAfrica Mauritanie.....1038

03 Avril 2008 **Arrêté n°1042** Portant mutation du permis de recherche n°287 pour les substances du groupe 4 (Uranium) dans la zone D'Aroueyit (Wilaya de Dakhlet Nouadhibou et de l'Inchiri) au profit de la société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO S.A.).....1038

03 Avril 2008 **Arrêté n°1043** Portant mutation du permis de recherche n°273 pour les substances du groupe 1 (Fer) dans la zone de Kaouat El Khadra (Wilaya de l'Adrar et de l'Inchiri) au profit de la société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO S.A.).....1039

03 Avril 2008	<b>Arrêté n°1044</b> Portant mutation du permis de recherche n 272 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone de d'Oued El Mebrouk (Wilaya de l'Assaba, du Gorgol et du Brakna) au profit de la société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO S.A).....	1039
03 Avril 2008	<b>Arrêté n°1045</b> Portant mutation du permis de recherche n°416 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone de Gleibat Boukine (Wilaya du Hodh El Charghi et du Hodh El Gharbi) au profit de la Société TransAfrica Mauritania.....	1040
03 Avril 2008	<b>Arrêté n°1046</b> Portant mutation du permis de recherche n°415 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone d'Amourj (Wilaya du Hodh El Charghi) au profit de la Société TransAfrica Mauritania.....	1040
03 Avril 2008	<b>Arrêté n°1047</b> Portant mutation du permis de recherche n°288 pour les substances du groupe 4 (Uranium) dans la zone d'Achguig (Wilaya du Tiris Zemmour) au profit de la Société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO.S.A).....	1041

## Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire

### Actes Réglementaires

30 Mars 2008	<b>Arrêté n°1010</b> Rectifiant l'arrêté conjoint N°3152 du 24 Décembre 2007 Portant approbation des comptes administratifs et comptes de gestion, exercice 2006, des communes de Kaédi, Aleg, Nouadhibou et Akjoujt.....	1041
--------------	---	------

## Ministère des Transports

### Actes Réglementaires

03 Avril 2008	<b>Arrêté n°1048</b> Relatif à l'annexe 7 de la convention de Chicago.....	1042
---------------	--	------

## Ministère de l'hydraulique, de l'Energie et des TIC

### Actes Réglementaires

10 Avril 2008	<b>Arrêté n° 1173</b> Fixant le prix de vente Maximum des Hydrocarbures Liquides.....	1042
10 Avril 2008	<b>Arrêté n°1178</b> Fixant le prix de vente Maximum du Gaz Butane.....	1044

**Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation**

**Actes Réglementaires**

30 Mars 2008      **Arrêté n°1009** Portant création d'une Cellule chargée de la communication.  
de la traduction et de la documentation.....1046

**III - TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

**IV - ANNONCES**

**I - Lois & Ordonnances**

**II - DECRETS, ARRETES, DECISIONS,  
CIRCULAIRES**

**Présidence de la République**

**Actes Réglementaires**

**Décret n°143-2008** du 22 juillet 2008 Portant ratification du protocole fixant les possibilités de pêche prévues par l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche, conclu à Nouakchott, le 13 mars 2008 entre la Communauté Européenne et la République Islamique de Mauritanie, pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2008 au 31 juillet 2012.

**Article Premier:** est ratifié le Protocole fixant les possibilités de pêches prévues par l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche conclu à Nouakchott le 13 mars 2008 entre la Communauté Européenne et la République Islamique de Mauritanie, pour la période allant 1<sup>er</sup> août 2008, au 31 juillet 2012.

**Article 2:** Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence et au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Actes Divers**

**Décret n°144-2008** du 22 Juillet 2008 Portant nomination du Président et du Vice-président du Conseil Economique et Social.

**Article Premier:** Sont nommés au Conseil Economique et Social:

-Président: Ahmed Ould Sidi Baba;

-Vice-président: Achour Ould Samba.

**Article :** Le Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

**Décret n°146-2008** du 03 juillet 2008 Portant nomination du Président de la Haut Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel.

**Article Premier:** Idoumou Ould Mohamed Lemine, précédemment Conseiller Principal à la Présidence de la République, est nommé Président de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA).

**Article 2:** Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

**Décret n°147-2008** du 03 Août 2008/ Portant modification du décret n°139-2008 du 15 Juillet 2008 Portant nomination des membres du Gouvernement.

**Article Premier:** Les dispositions du décret n°139-2008 du 15 Juillet 2008 sont modifiées ainsi qu'il suit:

**Au lieu de:**

-Ministre de la Santé: Camara Bakary Harouna.

**Lire:**

-Ministre de la Santé: Camara Bakary Hanoune.

**Article 2:** Le présent décret sera publié suivant la procédure d'urgence et au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## PREMIER MINISTERE

### Actes Réglementaires

**Décret n°90-2007** du 16 juin 2007/Portant institution du Commissariat à la Protection sociale et à la Sécurité Alimentaire et fixant ses règles d'organisation et de Fonctionnement.

### TITRE 1<sup>er</sup> DISPOSITIONS GENERALES

**Article premier:** il est institué aux lieux et place du commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), crée aux termes du décret n°90.82 du 22 septembre 1982, un commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire (CPSSA).

Le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est une administration de mission dotée de l'autonomie administrative et financière.

Dans ce cadre d'autonomie, le présent décret a pour objet de définir la mission et les règles d'organisation et de fonctionnement du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire.

**Article 2:** En collaboration avec les départements ministériels et autres institutions concernés, et en cohérence avec les options économiques et sociales de l'état, le Commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire a pour mission générale l'élaboration et la mise en œuvre, dans le cadre d'une approche participative, de la politique nationale en matière de protection sociale, de solidarité nationale et de sécurité alimentaire.

Dans ce cadre, le commissariat à la protection et à la sécurité alimentaire assure les missions suivantes:

#### 1°) Au titre de la protection sociale:

- Le soutien ou la mise en œuvre de toute action tendant à protéger, prendre en charge ou améliorer les conditions des

catégories vulnérables de la population, notamment par des programmes ciblés d'assistance ou de lutte contre la pauvreté :

- La promotion des actions de solidarité adaptées aux réalités nationales et des actions destinées à favoriser la cohésion sociale ;
- L'action humanitaire et d'urgence ;
- L'intégration sociale ;
- La protection des personnes âgées ;
- L'assistance aux porteurs de handicaps ;
- L'assistance aux indigents, notamment en matière d'accès aux soins.

#### 2°) Au titre de la sécurité alimentaire:

- La prise en charge, la supervision ou la coordination d'interventions appropriées, notamment en cas de déficit ou de crises alimentaires, structurels ou conjoncturels ;
- La participation, par des programmes de appropriés à l'effort national de lutte contre la malnutrition ;

La définition de programmes de micro-réalisations dans le domaine de la sécurité alimentaire ; l'identification, le suivi et l'évaluation de micro-projets envisagés ou entrepris dans ce cadre :

Le renforcement et l'amélioration de la capacité d'exécution des projets de développements à la base, la promotion des micros entreprises et l'appui aux institutions locales.

En vue de réalisation des objets prévus ci-dessus, le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire veille à la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des programmes de protection sociale et de sécurité alimentaire et se trouve également investi, pour le compte du gouvernement, des partenaires au développement intéressés et du public, d'un rôle d'information, d'analyse et de suivi des indicateurs dans ces domaines.

En particulier, en vue d'une meilleure prévention et gestion des situations de crise alimentaire, il assure notamment la

constitution et la gestion d'un stock alimentaire de sécurité et d'un observatoire de la sécurité alimentaire.

**TITRE II: ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Article 3:** Le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est placé sous la tutelle du premier ministre. Il est administré par un conseil de surveillance présidé par le commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire et comprenant les membres ci-après:

- un conseiller du premier ministre;
- le gouverneur adjoint de la banque centrale de Mauritanie;
- un représentant du ministère de la justice;
- un représentant du ministère de l'intérieur;
- un représentant du ministère chargé de l'Economie et des finances;
- un représentant du ministre de l'Emploi, de l'insertion et de la Formation professionnelle;
- un représentant du Ministre chargé de l'agriculture et de l'élevage;
- Un représentant du ministère chargé de la santé;
- Un représentant du ministère du commerce ;
- Un représentant du ministère chargé de l'aménagement du territoire ;
- Un représentant du ministère de l'Hydraulique, de l'énergie et des TIC;
- Un représentant du ministère chargé de la promotion féminine, de l'enfance et de la famille;
- Un représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- Deux personnalités désignées en raison de leurs compétences dans les domaines d'attribution du CPSSA.
- Un représentant des travailleurs du CPSSA.

Le conseil de surveillance peut inviter à ses réunions toute personne dont il juge l'avis, les compétences ou la qualité utile à la discussion des points inscrits à l'ordre' du jour de la session.

**Article 4:** Les membres du Conseil de surveillance sont nommés par décret, pour un mandat de trois ans, renouvelable. Toutefois, lorsqu'un membre du conseil de surveillance perd, en cours de son mandat, la qualité en vertu de laquelle il a été nommé, il est procédé, dans les mêmes formes, à son remplacement, pour le reste du mandat restant à courir.

Les membres du conseil de surveillance perçoivent des jetons de présence dont le montant est fixé par le conseil de surveillance, conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 5:** Le conseil de surveillance est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour orienter, impulser et contrôler les activités du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire, sous réserve des pouvoirs reconnus à l'autorité de tutelle. Le conseil de surveillance délibère notamment sur les questions suivantes:

- Le programme d'action annuel et pluriannuel;
- Le budget prévisionnel;
- Le rapport annuel du commissaire et les comptes de fin d'exercice;
- L'organigramme, le statut du personnel, l'échelle de rémunération et le règlement intérieur du commissariat;
- La nomination et la dénomination aux postes de directeur de département et aux postes assimilés, sur proposition du commissaire;
- Les tarifs des services et prestations;
- Les emprunts à long et moyen autorisés;
- Les acquisitions et l'aliénation des biens immobiliers;
- Le placement des fonds.

**Article 6:** Le conseil de surveillance se réunit au moins trois fois par un an en session ordinaire, sur convocation du président, et, en tant que des besoins en sessions extraordinaire, sur convocation de son président ou à la demande de la majorité des membres.

Le conseil ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité absolue des ses membres

est constaté. Il prend ses décisions et adopte ses avis à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le secrétariat du Conseil de surveillance est assuré par le Commissaire adjoint. Les procès-verbaux des réunions sont signés par le Commissaire et par deux membres du conseil désignés, à cet effet, au début de chaque session. Les procès-verbaux sont transcrits sur un registre spécial.

Sous réserve des règles ci-dessus, le conseil de surveillance approuve son règlement à la majorité des deux tiers.

**Article 7:** L'autorité de tutelle exerce les pouvoirs d'autorisation, d'approbation, de suspension ou d'annulation à l'égard des délibérations du conseil de surveillance portant sur:

- Le programme annuel et pluriannuel;
- Le budget prévisionnel d'investissement;
- Le budget prévisionnel de fonctionnement;
- Le rapport annuel et les comptes de fin d'exercice;
- Les échelles de rémunération et le statut du personnel.

A cette fin, les procès-verbaux des réunions du conseil de surveillance sont transmis à l'autorité de tutelle dans la huitaine qui suit la session correspondante. Sauf opposition dans un délai de quinze jours, les décisions du conseil de surveillance sont exécutoires.

**Article 8:** Le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est dirigé par un commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire nommé par décret ayant rang, prérogatives et avantages reconnus au ministre.

Un commissaire Adjoint, nommé dans les mêmes formes assiste au commissaire dans l'exercice de ces fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Le commissaire adjoint a rang et avantages

reconnus aux chargés des missions auprès du premier ministre.

**Article 9:** Le commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est investi de tout pouvoir nécessaire pour assurer l'organisation, fonctionnement et la gestion du commissariat, conformément à la mission, sous réserve des pouvoirs reconnus au conseil de surveillance au présent décret.

Dans ce cadre, le commissaire veille à l'application des lois et règlements et à l'exécution des décisions du conseil de surveillance: il représente le commissariat vis-à-vis des tiers et signe, en son nom, toutes conventions relatives à son objet. Après autorisation du conseil de surveillance, il représente le commissariat en justice, poursuit l'exécution de tout jugement et fait procéder à toute saisies.

Le commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire prépare le programme d'action, annuel et pluriannuel, le budget prévisionnel, le compte d'exploitation et le bilan de fin d'exercice.

**Article 10:** Aux fins d'exécution de sa mission, le commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire exerce, en toute autonomie, l'autorité hiérarchique et le pouvoir disciplinaire sur l'ensemble du personnel; il nomme et révoque le personnel, dans les formes et conditions prévues par les règles applicables. Il peut déléguer au personnel placé sous son autorité le pouvoir de signer tous ou certains actes administratifs.

Le commissaire est ordonnateur du budget de l'institution et veille à sa bonne exécution; il gère le patrimoine de l'organisme.

### TITRE III : REGIME ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**Article 11:** Le personnel du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est régi par le droit du travail.

Le Statut du personnel du commissariat est approuvé par le conseil de surveillance.

**Article 12:** Il est institué, au sein du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire, une commission des marchés, compétente pour les marchés de toutes natures du commissariat, sans limitation de montant.

Les seuils de passation et d'approbation des marchés prévus par le code des marchés publics en ce qui concerne les établissements publics industrielles et commerciaux sont applicable au commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire.

La commission des marchés prévue à l'alinéa ci-dessus et présidé par le commissaire adjoint et comprend cinq membres désignés par le commissaire. Ses règles d'organisation et de fonctionnement sont précisées par le conseil de surveillance, sur proposition du commissaire à la protection sociale et à la sécurité alimentaire.

Le code de marchés public est applicable aux marchés passé par le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent article.

**Article 13:** en application des dispositions des conventions et autres accord de financement applicables, et pour la réalisation des projets ou programme qui lui sont confiés, le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire peut recouvrer à la maîtrise d'ouvrage déléguée, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

**Article 14:** Les ressources du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire sont:

- Les subventions du budget de l'état, des collectivités locales et des établissements publics ;
- Les ressources provenant des activités propres ou exécuter pour compte d'autrui, sous forme de rémunération des services effectuées ;
- Les recettes tirées de la vente de l'aide alimentaire ;

- Les ressources rétrocédées, obtenues dans le cadre de conventions de financement établis, avec un ou plusieurs donateurs, en vue de l'exécution de programme ou projets établis mis en œuvre par le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire ;

- Les fonds apportés par les personnes morales, publiques ou privées, ou des particuliers ;

- Les dons et legs.

**Article 15:** Le budget prévisionnel du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est préparé par le commissaire à la sécurité alimentaire et soumis au conseil de surveillance. Après adoption par le conseil de surveillance, il est transmis à l'autorité de tutelle pour approbation, trente jours avant le début de l'exercice considéré.

**Article 16:** L'exercice budgétaire et comptable du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire commence le 1<sup>er</sup> Janvier et se termine au 31 décembre.

**Article 17:** La comptabilité du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire est tenue suivant les règles et dans les formes de la comptabilité commerciale, telles que prévues au plan comptable national, par un directeur financier nommé par le conseil de surveillance, sur proposition du commissaire à la sécurité alimentaire.

**Article 18:** Les excédents d'exploitation sont versés dans un fonds de réserve dont l'affectation est décidée par délibération du conseil de surveillance.

**Article 19:** Le ministre chargé des finances nomme un commissaire aux comptes ayant pour mandat de vérifier les livres, les caisses et le portefeuille du commissariat et de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires, des bilans et des comptes. Le commissaire aux comptes est convoqué aux réunions du conseil de surveillance ayant pour objet l'arrêt et l'approbation des comptes.

A cet effet, l'inventaire, le bilan et les comptes de chaque exercice doivent être mis à la disposition d'un commissaire aux comptes avant la réunion du conseil de surveillance ayant pour objet leur adoption dans un délai de trois mois suivant la clôture de l'exercice.

**Article 20:** Le commissaire aux comptes établit un rapport dans lequel il rend compte du mandat qui lui a été confié et signale, le cas échéant, les irrégularités et inexactitudes qu'il aurait relevées. Ce rapport est transmis au conseil de surveillance.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés par le conseil de surveillance, conformément à la réglementation applicable.

**Article 21:** Sans préjudice des contrôle prévus au présent décret, le bilan et le compte d'exploitation annuel du commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire sont contrôlés et vérifiés par des bureaux d'audit dont l'indépendance et la compétence sont reconnues.

#### TITRE IV: DISPOSITIONS FINALES

**Article 22:** L'actif et le passif du commissariat à la sécurité alimentaire sont transférés au commissariat à la protection sociale et à la Sécurité alimentaire.

Le commissariat à la protection sociale et à la sécurité alimentaire succède au commissariat à la sécurité alimentaire succède au commissariat à la sécurité alimentaire en ce qui concerne les accords et conventions de financement antérieurs.

Le personnel et les moyens matériels ou financiers relevant de la Direction des Affaires sociales du ministère de la Santé et des Affaires sociales ainsi que les services d'action sociale des wilayas sont affectées au Commissariat.

Les autres Structure administratives relevant, le cas échéant, des attributions du Commissariat telles que définis aux termes du présent décret lui seront transférées selon les procédures adéquats.

**Article 23:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et

notamment celles du décret n°025-2005 du 5 Mai 2005 fixant les attributions du ministre de la santé et des affaires sociales et fixant l'organisation de l'administration centrale de son département, celles du décret n°094-2000 du 28 Novembre 2000 l'organisation du Commissariat aux droits de l'Homme et à la Lutte contre la Pauvreté et l'Insertion.

Sont abrogés toutes dispositions du décret n°80.92 du 23 juillet 1992 fixant l'organisation et les règles de fonctionnement du commissariat à la sécurité alimentaire, le décret n°140-2000 du 17 décembre 2000 fixant l'organisation des formations sanitaires régionales ainsi que le décret n°058-2001 du 22 mars 2001 portant redéfinition de la mission et des règles d'organisation et du fonctionnement du commissariat à la sécurité alimentaire.

**Article 24:** Le présent décret sera publié au journal officiel.

**Décret n°096-2007** du 20 juin 2007/ Fixant les attributions du ministre des Transports et l'organisation de l'administration centrale de son Département.

**Article Premier:** En application des dispositions du décret n°075-93 du 6 juin 1993 fixant les conditions d'organisation des administrations centrales et définissant les modalités de gestion et de suivi des structures administratives, le présent décret a pour objet de fixer les attributions du ministre des Transports et l'organisation centrale de son Département.

**Article 2:** Le Ministre des Transports est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de transports routiers, ferroviaires, aériens, maritimes et fluviaux.

A ce titre, il a notamment pour attributions:

- L'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et Stratégies des différents modes de transport :

- La participation à toute politique ayant une incidence directe ou indirecte sur le secteur des transports ;
- La promotion de l'organisation de la gestion du secteur des transports et de la coordination entre les divers modes des transports ;
- La délivrance, du retrait de l'annulation des documents dont l'émission est prévue par la réglementation, en vigueur dans le secteur des transports ;
- L'étude, la recherche et du développement de tous les moyens susceptibles de faciliter la réalisation des objectifs assignés au secteur des transports ;
- L'optimisation des moyens de transport, et du contrôle de la productivité et de la qualité des services ;
- La répartition des investissements dans le secteur, de leur suivi et de leur contrôle ;
- La formation continue, du recyclage et du perfectionnement professionnels dans le domaine des transports ;
- L'élaboration et de la mise en œuvre des textes législatifs et réglementaires des domaines relevant de ses compétences ;
- La coopération avec les États et des relations avec les institutions et organisations régionales, sous régionales et internationales spécialisés dans les domaines relevant de sa compétence ;
- Les études relatives à la définition des coûts de références des transports (passager, fret) et des services connexes ;
- L'étude, de la construction, de l'entretien des routes, des pistes rurales, des pistes de désenclavement, des ponts, des ouvrages d'art, des aéroports, des ports maritimes, des ports fluviaux, des Wharfs, des voies ferrées et des voies navigables ;
- La classification des routes ;
- La gestion des domaines publics routiers ;
- La gestion et du contrôle du parc automobile national ;
- Du contrôle technique et de la surveillance des projets d'infrastructure de transport ;
- Le contrôle technique des véhicules, des moyens, des installations et des voies de transport ;
- La définition de la politique de l'état en matière d'aviation civil et du suivi de son application ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie en matière d'aviation civile et de transport aérien ;
- De l'élaboration et la mise en œuvre du plan national de sûreté et sécurité aéroportuaire en étroite collaboration avec les services nationaux concernés ;
- La coopération et la coordination avec l'organisation et l'aviation civile internationale (OACI) et avec les institutions et organismes régionaux et sous- régionaux de l'aviation civile ;
- L'élaboration de la réglementation technique de l'aviation civile conformément aux normes et pratiques de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
- La promotion de l'aviation civile ;
- L'exploitation des aéroports ;
- De la gestion de l'espace aérien et des questions relatives à l'autorisation de vol des aéronefs dans l'espace aérien Mauritanien et de l'atterrissage sur les aérodromes nationaux des aéronefs étrangers ;
- La prévention des accidents et incidents d'aviation ;
- Les enquêtes sur les accidents et incidents aériens ;
- La recherche et du sauvetage des avions en difficultés dans l'espace aérien en collaboration avec les départements concernés ;
- La classification et l'homologation des aérodromes ;
- La gestion et de la coordination des actions de la sûreté et la sécurité aériennes ;
- Les rapports avec l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne (ASECNA) et du contrôle de ladite agence dans les conditions prévues par les statuts et la convention régissant les rapports entre les états signataires et l'ASECNA, ainsi que les contrats particuliers antérieurs ;
- Les rapports avec les compagnies des transports aériens ;

- L'exploitation des Wharfs, des ports maritimes et des ports fluviaux ;
- La construction du contrôle, de l'exploitation et de l'entretien des baes ;
- La gestion des zones portuaires ;
- La participation à la préservation du milieu marin ;
- La sûreté et de la sécurité maritime ;
- L'hydrographie et de la signalisation maritime ;
- La gestion des gens des mers au commerce et de la main d'œuvre portuaire ;
- La sécurité des gens de mer à la pêche notamment la délivrance des brevets ;
- Du statut du navire de commerce ;
- L'immatriculation, de la Mauritanisation et du jaugeage des navires de pêche ;
- La gestion et de la coordination des actions des recherches et de sauvetage maritime ;
- Les études, de la construction, de l'entretien et du fonctionnement des phares et balises ;
- De la formation et de la mise en œuvre des politiques des partenariats (contrat de gestion, affermage, concession...etc.) dans le domaine des transports ;
- La surveillance du comportement de l'atmosphère et ses interactions avec l'Océan ;
- L'étude du temps, du climat, des constituants atmosphériques de l'environnement et des changements climatiques, en coordination avec les administrations concernées ;
- La prévision des catastrophes naturelles d'origines météorologiques et hydrologiques, en coordination avec les administrations concernées ;
- L'aménagement, de l'entretien, de l'amélioration, de la gestion et de l'exploitation des réseaux d'observation et de télécommunication météorologique ;
- La centralisation de l'ensemble des données météorologiques, notamment la météo marine, destinées à assurer la sécurité des différents modes de transports.
- Le Ministre chargé des transports est maître d'œuvre des travaux de construction, de réhabilitation, de renforcement et d'entretien des

infrastructures routières, ferroviaires, aériennes, maritime et fluviales pour le compte des administrations publiques, des collectivités locales, des établissements et des organismes publics ou privés dans les conditions réglementaires en vigueur.

**Article 3:** Le Ministre des Transports exerce, conformément aux lois et règlements applicables, les pouvoirs de tutelle technique et de suivi sur les établissements publics et sociétés ci-après:

- Le Laboratoire National des Travaux Publics (LNTP) ;
- L'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) ;
- L'Office National de Météorologie (ONM) ;
- L'Etablissement National de l'Entretien Routier (ENER) ;
- Le Port Autonome de Nouakchott dit Port de l'Amitié (PANPA) ;
- Le Port Autonome de Nouadhibou (PAN) ;
- Le Centre de Coordination, de Recherche et de Sauvetage Maritimes (CCSM) ;
- La Société des Baes de Rosso (SBR) ;
- La Société Air Mauritanie (MRT) ;
- La Société Mauritania Airways (MWA) ;
- La société des Aéroports de Mauritanie (SAM) ;
- L'Agence pour la Sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).

**Article 4:** L'administration centrale du Ministère des Transports comprend :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat Général ;
- Les Directions Centrales ;

#### I- Le Cabinet du Ministre

**Article 5:** Le Cabinet du Ministre comprend deux chargés de missions, cinq Conseillers dont un Conseiller Juridique, une inspection interne et un secrétariat particulier.

**Article 6:** Les Chargés de mission, placés sous la Tutelle directe du ministre, sont

chargés de toute réforme, étude et mission que leur confie le ministre.

**Article 7:** Les Conseillers Techniques sont placés sous l'autorité directe du ministre. Ils élaborent des études, notes d'avis et propositions sur les dossiers que leur confie le Ministre.

L'un de ces Conseillers Techniques prend en charge les affaires juridiques, les quatre autres se spécialisent respectivement et, en principe, conformément aux indications ci-après:

- Un conseiller technique chargé des transports terrestres ;
- Un conseiller technique chargé de l'Aviation Civile ;
- Un conseiller technique chargé de la marine marchande ;
- Un conseiller technique chargé des infrastructures.

L'un de ses conseillers techniques est désigné par arrêté du Ministre pour assurer, cumulativement avec ses fonctions, la fonction des conseillers chargés de la communication.

**Article 8:** L'Inspection Interne du Ministère est chargée, sous l'Autorité du Ministre, des missions définies à l'article 6 du décret n°075-93 du 06 juin 1993.

Dans ce cadre, elle a notamment, pour attribution de:

- Vérifier l'efficacité de la gestion des activités de l'ensemble des services du Département et des organismes sous tutelle et leurs conformités aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'à la politique et programme d'action prévus dans les différents secteurs relevant du Département;
- Evaluer les résultats effectivement acquis, analyser les écarts par rapport aux prévisions et suggérer les mesures de redressement nécessaires.
- Elle rend compte au Ministre des irrégularités constatées.

L'Inspection Interne est dirigée par un Inspecteur Général qui a rang de Conseiller Technique du ministre et est assisté de trois Inspecteurs qui ont rang de Directeurs Centraux.

**Article 9:** Le Secrétaire Particulier du ministre gère les affaires réservées du ministre.

Il est dirigé par un Secrétaire Particulier nommé par arrêté du Ministre, ayant rang et avantages des chefs de service centraux.

## II- Le Secrétariat Général

**Article 10:** Le Secrétariat Général veille à l'application des décisions prises par le Ministre. Il est chargé de la coordination des activités de l'ensemble des services du Département. Il est dirigé par un Secrétaire Général.

Le Secrétariat général comprend:

- Le Secrétaire Général ;
- Les services rattachés au Secrétariat général.

### 1-Le Secrétaire Général

**Article 11:** Le Secrétaire Général a pour mission, sous l'autorité et par délégation du Ministre, d'exécuter les tâches définies à l'article n°9 du décret n°075-93 du 6 juin 1993, et notamment:

- L'animation, la coordination et le contrôle des activités du Département ;
- Le suivi administratif des dossiers et des relations avec les services extérieurs ;
- L'élaboration du budget du Département et le contrôle de son exécution ;
- La gestion des ressources humaines, financières et matérielles affectées au Département.

### 2-Les Services rattachés au Secrétaire Général

**Article 12:** Sont rattachés au Secrétariat Général :

- Le Service de la Traduction ;
- Le Service de l'Information ;
- Le Service du Secrétariat Central ;

- Le service Accueil du Public.

**Article 13:** Le Service de la Traduction est chargé de la traduction de tous les documents ou actes utiles au Département.

**Article 14:** Le Service de l'Informatique est chargé de la gestion et de la maintenance du réseau informatique du Département ainsi que des relations avec les structures ministérielles en charge des nouvelles techniques.

**Article 15:** Le service du Secrétariat Central assure:

- La réception, l'enregistrement, la ventilation et l'expédition du courrier arrivée et départ du Département ;
- La saisie informatique, la reprographie et l'archivage des documents administratifs.

**Article 16:** Le service Accueil du public est chargé de l'accueil, de l'information et de l'orientation du public.

### III – Les Directions Centrales

**Article 17:** Les directions Centrales du Ministère sont:

- La Direction des études, de la Programmation et de la Coopération ;
- La Direction Générale des Transports Terrestres ;
- La Direction des Infrastructures de Transport ;
- La Direction de la Marine Marchande ;
- La Direction des affaires Administratives et Financières.

#### 1- La Direction des Etudes, de la Programmation et de la Coopération

**Article 18:** La Direction des études, de la Programmation et de la Coopération a notamment pour attributions:

- L'évaluation des études et travaux entrepris par les différents services du département et la participation aux réceptions des travaux relevant des compétences du Département ;
- L'élaboration, en concertation avec les Directions concernées, d'une réglementation nationale dans les

différents domaines de la conception et de la construction ;

- La définition, en concertation avec les Directions concernées, de normes nationales de construction des infrastructures de transport à appliquer par tous les maîtres d'ouvrages ;
- La promotion de la recherche appliquée et des innovations dans les techniques routières, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et fluviales en collaboration avec les services concernés ;
- Le développement et l'animation d'un cadre scientifique de réflexion et d'échanges sur les techniques routières, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et fluviales regroupant les principaux acteurs concernés pour identifier les besoins et nourrir la recherche appliquée ;
- Le suivi des évolutions technologiques et des connaissances et techniques routière, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et fluviales et assure leur diffusion au moyen de publication périodiques ;
- La mise à disposition d'une documentation technique sur la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des infrastructures ;
- L'élaboration d'une démarche, qualité adaptée au niveau national dans tous les domaines de la conception, de la construction, de l'entretien de l'exploitation et du développement d'un cadre de concertation continue avec tous les acteurs pour sa mise en œuvre ;
- Le suivi des coûts des travaux de construction et l'entretien des infrastructures de transport ;
- Le développement des index et des séries de prix pouvant servir de référence à la révision des prix ;
- La préparation des projets d'investissement et de la recherche de financement en liaison avec les directions et services concernés du département, et celui du Ministère chargé de la programmation économique Plan ;
- La coordination des questions relatives à la coopération au niveau du Département ;

- Du suivi des dossiers de coopération relevant de la compétence du département ;
- L'établissement de banque de données sur les bureaux d'études et les entreprises intervenant dans les domaines de compétence du département ;
- La préparation, en liaison avec les Directions et Services concernés, des dossiers d'agrément des bureaux d'ingénieries, spécialisés dans les domaines de compétences du département ;
- L'instruction des dossiers de qualification et de classification des entreprises de travaux publics ;
- La promotion des PME du secteur des Transports.

La Direction des Etudes, de la Programmation et de la Coopération est dirigée par un Directeur assisté par un Directeur Adjoint.

Elle comprend deux Services:

- Le Service des études et de la Programmation ;
- Le Service de la Coopération.

**Article 19:** Le Service des Etudes et de la Programmation assure:

- L'élaboration des études et travaux entrepris par les différents services du département et de la participation aux réceptions des travaux relevant des compétences du Département ;
- L'élaboration, en concertation avec les directions concernées, d'une réglementation nationale dans les différents domaines de la conception et de la construction : procédures d'élaboration des projets, évaluation socio-économique, évaluation environnementale, impact sur le cadre de vie, etc., dossiers d'appels d'offres types et documents types de suivi des travaux ;
- La définition, en concertation avec les Directions concernées, de normes de construction des infrastructures de transport à appliquer par tous les maîtres d'ouvrages ;

- La promotion de la recherche appliquée et des innovations dans les techniques routières, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et fluviales ;
- Le développement et de l'animation d'un cadre scientifique de réflexion et d'échanges sur les techniques routière, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et fluviales regroupant les principaux acteurs concernés pour identifier les besoins et nourrir la recherche appliquée ;
- Le suivi des évolutions technologiques et des connaissances et techniques routières, ferroviaires, aéroportuaires, portuaires et fluviales et assurer leur diffusion au moyen de publications périodiques ;
- La mise à disposition d'une documentation technique sur la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de transport ;
- L'élaboration d'une démarche qualité adoptée au niveau national dans tous les domaines de la conception, de la construction, de l'entretien et de l'exploitation et du développement d'un cadre de concertation continue avec tous les acteurs pour sa mise en œuvre ;
- Le suivi des prix de constructions et d'entretien des infrastructures de transport ;
- Le développement des index pouvant servir de référence à la révision des prix ;
- La préparation des projets d'investissement et de la recherche de financement en liaison avec les directions et services concernés du département et celui du Ministère chargé du Plan ;
- La planification sectorielle et la programmation des investissements en concertation avec les Directions concernées ;
- L'évaluation de l'avancement des travaux et de leurs réceptions.

Il comprend deux Division:

- Division des Etudes ;
- Division de la Programmation.

**Article 20:** Le service de la Coopération est chargé:

- De la coordination des relatives à la coopération au niveau du Département ;
- Du suivi des dossiers de coopération relevant de la compétence du département.

Il comprend deux Divisions:

- Division de la Coopération Régionale ;
- La Division de la Coopération Internationale.

## 2- La Direction Générale des Transports Terrestres

**Article 21:** La Direction Générale des Transports Terrestres a notamment pour attributions:

- La définition et l'exécution de la politique nationale en matière de transports terrestres ;
- L'élaboration, en concertation avec les parties concernées, des plans de transports et veiller à leur application ;
- Le suivi des travaux de voirie ;
- L'élaboration et l'exécution des stratégies nationales en matière de sécurité routière ;
- Les études techniques et économiques relatives à l'exploitation et au développement des transports terrestres ;
- La préparation des textes législatifs et réglementaire relatifs aux transports terrestres et à la sécurité routière ;
- La prévention des accidents de la circulation routière ;
- La collecte, la mise à jour et la publication des statistiques relatives aux transports terrestres ;
- La tenue des statistiques et de la documentation relatives aux transports terrestres ;
- La coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine des transports terrestres ;
- Le contrôle, l'application de la législation et de la réglementation en vigueur ;
- L'application de la réglementation relative au contrôle économique et technique des entreprises effectuant, des transports terrestres, ainsi que celles qui s'occupent de la réparation, de l'entretien et / ou de la confection des plaques d'immatriculation minéralogiques des véhicules ;

- L'agrément, du suivi et du contrôle des Auto-écoles ;
- L'organisation des examens des brevets des moniteurs d'Auto-écoles ;
- Le contrôle technique des véhicules automobiles ;
- Le contrôle de la charge à l'essieu ;
- L'organisation des examens des permis de conduire ;
- La délivrance et le renouvellement du permis de conduire et des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles.

La Direction Générale des Transports Terrestres est dirigée par un Directeur Général assisté d'un Directeur Général Adjoint.

Elle comprend deux Direction:

- La Direction de la Régulation et de l'Organisation des Transports Terrestres ;
- La Direction de la Sécurité Routière.

### 2.1 La Direction de la Régulation et de l'Organisation des Transports Terrestres ;

**Article 22:** La Direction de la Régulation et de l'Organisation des Transports Terrestres a notamment pour attributions:

- La prospective et de la planification du secteur des transports terrestres ;
- L'observation des marchés et des entreprises ;
- Les études économiques relatives au secteur ;
- L'élaboration des bases de données relatives au secteur ;
- L'élaboration des enquêtes relatives au secteur ;
- Les évaluations ou validation de projets d'investissement d'installations terminales financés totalement ou partiellement par l'Etat ;
- La documentation relative aux transports terrestres ;
- Le suivi des travaux de voirie ;
- Le suivi des activités des opérateurs à partir des informations et des analyses fournies par les organisations professionnelles et le service des études

chargé de l'observation du marché et de l'analyse économique :

- La délivrance des autorisations d'exploiter, les licences d'exploitation et les divers agréments concernant la profession ;
- Les négociations des conventions internationales et des accords bilatéraux en matière de transport routier ;
- La proposition et de la mise en œuvre avec les organismes ad hoc les actions de formations destinées à professionnaliser les entreprises du secteur ;
- Le rôle de médiateur en suivant et traitant les réclamations des usagers non résolus par les opérateurs par rapport à la réglementation et aux normes de qualité de service applicables.

La Direction de la régulation et de l'organisation des transports terrestres est dirigée par un Directeur.

Elle comprend deux services:

- Le Service de la Régulation et de la Documentation ;
- Le Service des Transports Terrestres.

**Article 23:** Le Service de la Régulation et de la Documentation a notamment pour attributions:

- La prospective et de la planification du secteur des transports terrestres ;
- Les évaluations ou validations de projets d'investissement financés totalement ou partiellement par l'Etat (gares routières, centre technique de contrôle des véhicules, centre de fret intermodaux...) ;
- La programmation de ces projets d'investissements ;
- Les études économiques relatives au secteur ;
- Les enquêtes et fichiers d'entreprises ;
- Les enquêtes origine-destination en liaison avec les directions concernées ;
- Le suivi des coûts et des prix de transport ;
- L'organisation des examens de permis de conduire ;
- L'agrément et du suivi des auto-écoles ;
- L'organisation des examens de brevets de moniteurs d'auto-écoles ;

- L'impression, l'établissement, les duplications et la délivrance des nouveaux documents de transports.

Il comprend quatre Divisions:

- Division de la Régulation ;
- Division du Permis de Conduire ;
- Division des Cartes Grises ;
- Division de la Documentation.

**Article 24:** Le Service des Transports Terrestres a notamment pour attributions:

- L'octroi des licences et des autorisations de transport urbain et interurbain de voyageurs et de marchandises prévues par la législation en vigueur ;
- L'octroi des autorisations pour la circulation des véhicules du transport international des voyageurs et marchandises ;
- Le suivi des relations avec les organismes internationaux concernés par le transport international terrestre ;
- La gestion du fichier de transporteurs urbains et interurbains de voyageurs ;
- Le contrôle des transports terrestres des voyageurs ;
- Le contrôle de la gestion des gares routières de transport de voyageurs construites avec la participation financière de l'Etat ;
- La coordination avec les opérateurs de transport de voyageurs ;
- Le suivi des relations avec les organismes internationaux concernés par le transport international terrestre ;
- La gestion du fichier de transporteurs de marchandises pour le compte d'autrui et le fichier des licences relatives au transport pour compte propre ;
- Le suivi des opérations relatives au contrôle des transports terrestres de marchandises ;
- D'assurer la coordination avec les opérateurs de transport de marchandises.

Il comprend deux divisions:

- Division du Transport des Voyageurs ;
- Division du Transport des Marchandises.

**2.2 La Direction de la Sécurité Routière**

**Article 25:** La Direction de la Sécurité Routière a notamment pour attributions:

- L'élaboration de la de la stratégie nationale de la sécurité routière ;
- L'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs à la sécurité routière ;
- La tenue des statistiques et de la documentation relative aux accidents de la circulation ;
- Le contrôle des établissements dont l'activité est liée aux transports routiers ;
- La prévention et de la coordination des accidents routiers avec l'ensemble des intervenants dans le secteur ;
- L'analyse, en liaison avec la direction des Infrastructures de Transport, des données des accidents de la circulation et faire des recommandations d'aménagements pour la sécurité ;
- La sensibilisation sur la sécurité routière et la prévention des accidents ;
- L'organisation du contrôle technique des véhicules ;
- Le contrôle de la charge à l'essieu.

La Direction de la Sécurité Routière est dirigée par un Directeur et comprend deux services:

- Le Service de la Sécurité Routière ;
- Le Service du contrôle technique et du pesage des véhicules ;

**Article 26:** Le Service de la sécurité routière est chargé:

- La coordination des programmes de sécurité routière concernant les différentes directions concernés ;
- Les études et statistiques se rapportant à la sécurité routière en liaison avec les services concernés ;
- L'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à la sécurité routière ;

- La sensibilisation sur la sécurité routière et la prévention des accidents ;
- Le contrôle et réglementation concernant la sécurité routière ;
- Les retraits de permis de conduire en liaison avec les services compétents.

Il comprend deux Division:

- Division des Etudes ;
- Division du Contrôle et de la Réglementation.

**Article 27:** Le service du contrôle technique et du pesage des véhicules assure l'organisation du contrôle technique des véhicules, le pesage et du contrôle de la charge à l'essieu.

Il comprend deux Divisions:

- Division du Contrôle Technique ;
- Division du Pesage.

**3- La Direction des Infrastructures de Transport**

**Article 28:** La Direction des Infrastructures de Transport a pour attributions:

- L'établissement des dossiers d'études relatifs aux projets de constructions, d'aménagements, de réhabilitation et de renforcement des infrastructures de transport ;
- Le contrôle et la gestion des travaux de construction, d'aménagements, de réhabilitation et de renforcement des infrastructures de transports ;
- L'élaboration des programmes de préservation et d'entretien des infrastructures de transport ;
- L'élaboration et la mise en œuvre, en relation avec les parties concernées, les plans nationaux de transport ;
- La gestion du domaine public de l'état dans le cadre de ses compétences, notamment le domaine public routier ;
- La participation à l'étude et autres actions relatives à l'exploitation des routes, des ponts, des aéroports, des ports, des voies navigables et des chemins de fer en

- collaboration avec les administrations concernées :
- L'entreprise, en relation avec les parties concernées, des études d'impact sur l'environnement relatives aux infrastructures de transport :
- La participation au suivi, en relation avec les parties concernées, à la mise en œuvre des plans de gestion environnementaux en matière d'infrastructures de transport :
- L'élaboration et la mise en application, en rapport avec toutes les parties concernées, de la législation et de la réglementation relatives aux domaines de ses compétences :
- La préparation et l'exécution des budgets et programmes des travaux d'infrastructures en collaboration avec les Directions concernées :
- La maîtrise d'œuvre des travaux de construction, de réhabilitation et de renforcement des infrastructures routières, ferroviaires, aériennes, maritimes et fluviales relevant de sa compétence pour le compte des administrations publiques, des collectivités locales, des établissements et des organismes publics ou privés dans les conditions réglementaires en vigueur.

La Direction des infrastructures de Transport est dirigée par un Directeur assisté par un Directeur Adjoint.

Elle comprend trois services:

- Le Service des Infrastructures Routières ;
- Le Service des Infrastructures Aéronautiques ;
- Le Service des Infrastructures Maritimes et Fluviales.

**Article 29:** Le Service des Infrastructures Routières a notamment pour attributions :

- L'élaboration d'un schéma directeur routier national ;
- La promotion et la réalisation des travaux d'étude, de construction et de d'entretien des routes, des pistes rurales, des pistes de désenclavement, des ponts, des ouvrages d'art et des voies ferrées ;
- Le contrôle et la gestion des travaux de construction, de réhabilitation, de

- renforcement et d'aménagement des routes, des ponts et des voies ferrées :
- L'élaboration des programmes de préservation et d'entretien des routes ;
- La classification des routes ;
- La gestion du domaine public routier ;
- La programmation et le contrôle des travaux d'entretien routier ;
- Le suivi et l'évaluation de l'état du réseau routier ;
- La mise en place d'une banque des données routières ;
- L'élaboration des stratégies d'entretien routier ;
- Le suivi de l'évolution des coûts des travaux de construction et d'entretien des routes ;
- La contribution à l'élaboration de la réglementation et de la normalisation en matière d'infrastructures routières en rapport avec les autres administrations concernées ;
- La participation aux études d'impact sur l'environnement relatives aux routes, en collaboration avec les services compétents ;
- La participation au suivi et au contrôle, en relation avec les parties concernées, de la mise en œuvre des plans de gestion environnementaux en matière d'aménagement routiers.

Il comprend trois Divisions:

- Division des Etudes et des Archives ;
- Division des Travaux ;
- Division de l'Entretien Routier.

**Article 30:** Le Service des Infrastructures Aéronautiques a notamment pour attribution:

- La promotion et l'étude des projets de construction d'aéroports, l'étude, l'exécution et le contrôle des travaux correspondants, en collaboration avec l'Agence Nationale d'Aviation Civile ;
- Le contrôle et la gestion des travaux de construction, de réhabilitation, de renforcement et d'aménagement des aéroports, en collaboration avec l'Agence Nationale de l'Aviation Civile ;

- La participation à l'élaboration des plans nationaux d'infrastructures de transport, en collaboration avec les services concernés ;
- Le suivi et l'évaluation de l'état des aéroports ;
- Le suivi et le contrôle des travaux de mise à niveau et d'entretien des aéroports ;
- La collecte de toutes les données concernant les infrastructures aéronautiques ;
- La participation aux études d'impact sur l'environnement relatives aux aéroports en collaboration avec les services compétents ;
- La participation au suivi et au contrôle, en relation avec les parties concernées, la mise en œuvre des plans de gestion environnementaux en matière d'aménagements aéroportuaires.

Il comprend deux Divisions:

- Division des Bases Aériennes ;
- Division de l'Entretien des Infrastructures Aéronautiques.

**Article 31:** Le Service des Infrastructures Maritimes et Fluviales a notamment pour attributions:

- La promotion et l'étude des projets de ports maritimes et fluviaux, l'étude, l'exécution et le contrôle des travaux correspondants ;
- Le contrôle et la gestion des travaux de construction, de réhabilitation des ports ;
- La participation à l'élaboration des plans nationaux d'infrastructures de transport en collaboration avec les services concernés ;
- Le suivi et l'élaboration de l'état des ports maritimes et fluviaux ;
- La collecte de toutes les données concernant les infrastructures portuaires et fluviales ;
- La participation aux études d'impact sur l'environnement relatives aux ports et voies navigables, en collaboration avec les services compétents ;
- La participation au suivi et au contrôle, en relation avec les parties concernées, de la mise en œuvre des plans de gestion

environnementaux en matière d'aménagements de ports et de voies navigables.

Il comprend deux Divisions:

- Division des études des Ports maritimes et des Voies Navigables.
- Division des travaux des Ports maritimes et des Voies Navigables.

#### **4 - La division de la Marine Marchande**

**Article 32:** La Direction de la Marine Marchande est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique et de la réglementation dans les domaines suivantes :

- Le transport maritime ;
- La gestion des infrastructures portuaires et fluviales ;
- La gestion des zones portuaires ;
- La gestion des épaves et navires abandonnés ;
- La navigation, la sûreté et sécurité maritimes ainsi que de la signalisation maritime, du balisage et de l'hydrographie ;
- Le statut du navire de commerce ;
- L'immatriculation, la Mauritanisation et le jaugeage des navires de pêche ;
- La surveillance des opérateurs, de la délivrance des agréments pour les activités de commerce, des certificats et des autres autorisations administratives ;
- Le pilotage, de la remorque et de l'assistance aux navires ;
- La coordination des actions en matière de recherche et sauvetage maritimes ;
- Le contrôle technique et du suivi de la construction des navires civils acquis par l'Etat ;
- Le contrôle de la construction et la réparation navales ;
- L'exercice des prerogatives de l'état du port et du pavillon ;
- La participation à la préservation du milieu marin ;
- La gestion des gens de mer au commerce et de la main d'œuvre portuaire ;

- La sécurité des gens de mer à la pêche notamment la délivrance des brevets ;
  - Le suivi et la mise en œuvre de la réglementation relative au transport fluvial.
- La Direction de la Marine Marchande est dirigée par un Directeur assisté par un Directeur Adjoint.

Elle comprend quatre Services:

- Le Service des transports Maritimes et des Ports ;
- Le Service de la Navigation et de la sécurité Maritime ;
- Le Service de la Préservation du milieu marin et des Zones portuaires ;
- Le service des Gens de mer et de la Main d'œuvre portuaire.

**Article 33:** Le service des transports Maritimes et des Ports a notamment pour attributions:

- L'élaboration et l'application de la réglementation relative aux transports maritimes et les mesures d'organisation de celui-ci ;
- La promotion de la concertation avec les chargeurs, les transporteurs et les différents intervenants ;
- La mise en place des mécanismes de développement d'une flotte de commerce ;
- Le suivi de l'évolution du contexte international et régional dans lequel s'exerce l'activité de transport maritime ;
- L'organisation et le contrôle du trafic maritime, en collaboration avec les administrations concernées ;
- Le renforcement du rôle économique des ports et l'amélioration la compétitivité des places portuaires ;
- L'intégration des activités portuaires dans une approche multimodale ;
- La sécurité et la sûreté des ports ;
- La gestion et la protection des zones portuaires ;
- L'élaboration et l'application d'un programme de développement des transports maritimes ;
- La tutelle du pilotage ;

- L'organisation des professions maritimes liées au transport maritime, aux ports et aux activités connexes, et l'application de la réglementation relative à ces professions ;
- Le suivi de l'application de la réglementation relative au statut des épaves et aux modalités pratiques de leur gestion ;
- L'agrément et le contrôle des chantiers de construction et de réparations navales ;
- Le suivi et la mise en œuvre de la réglementation relative au transport fluvial.

Le service est composé de trois divisions:

- Division des Transports Maritimes ;
- Division des ports maritimes et fluviaux ;
- Division des Zones portuaires.

**Article 34:** Le Service de la Navigation et de la Sécurité maritime est chargé notamment de:

- L'élaboration et la mise en œuvre la politique et la réglementation dans les domaines de la navigation, de la sûreté, de la sécurité maritime et de l'hydrographie ;
- La naturalisation et l'immatriculation des navires de pêche ;
- Le statut des navires de commerce ;
- Le contrôle technique et de jaugeage des navires ;
- Le suivi de l'agrément des sociétés de classification ;
- Le suivi en concertation avec les structures concernées, les questions relatives au sauvetage côtier et hauturier ;
- Le suivi et le contrôle des missions du centre de sauvetage ;
- Le secrétariat de la commission centrale de sécurité ;
- Les missions du contrôle par l'Etat du Port ;
- La diffusion des informations météorologiques maritimes ;
- Le suivi les questions liées à la navigation fluviale.

Le service est composé de trois Divisions:

- Division de la Navigation Maritime ;

- Division de la Sécurité Maritime ;
- La division de la Navigation Fluviale et de Plaisance.

**Article 35:** Le service de la Préservation du Milieu Marin et des Zones portuaires a pour attributions:

- La participation à la préservation du milieu marin ;
- La participation à l'organisation de la lutte contre les pollutions maritimes en concertations, avec les autres administrations concernées, par la mise en œuvre du plan POLMAR mer et de participer à celle du plan POLMAR terre ;
- Le suivi de la situation des moyens de lutte disponibles au niveau des installations portuaires ;
- La participation de mise en œuvre de la politique nationale d'utilisation des dispersants en concertation avec les administrations concernées ;
- La participation à l'actualisation, en concertation avec les autres administrations concernées, le plan national POLMAR et de veiller à l'actualisation des plans des opérateurs pétroliers et portuaires ;
- La participation à l'harmonisation des plans POLMAR des sociétés pétrolières des ports et des navires soumis à la convention MARPOL avec le plan national POLMAR ;
- Le suivi de la situation des cotisations et les questions d'indemnisations du fonds international d'indemnisations pour les pollutions par hydrocarbures.
- La participation à la mise en œuvre, en concertation avec les autres départements concernés, du plan directeur d'aménagement et de développement du littoral.

Le service est composé de trois Divisions:

- Division des Zones portuaires ;
- Division des Pollutions maritimes ;
- Division des Indemnisation.

**Article 36:** Le Service des Gens de mer et de la Main d'œuvre portuaire assure :

- L'identification et le suivi de la carrière des marins au commerce.

- La gestion des gens de mer au commerce et de la main d'œuvre portuaire.
- La délivrance des brevets des marins à la pêche conformément aux dispositions législatives et réglementaires des conventions internationales ;
- L'élaboration des dispositions législatives et réglementaires régissant le travail des gens de mer commerce et des dockers et de veiller à leur bonne application.

Il comprend trois Divisions:

- Division des gens de mer ;
- Division de la Main d'œuvre Portuaire ;
- Division de l'Inspection du travail maritime.

#### **6- La Direction des Affaires Administratives et Financières**

**Article 37:** La Direction des Affaires Administratives et financières est chargée, sous l'autorité du Secrétaire Général, des attributions suivantes :

- La gestion du personnel et le suivi de la carrière professionnelle de l'ensemble des fonctionnaires et agents du Département ;
- L'entretien du matériel et des locaux ;
- Les marchés ;
- La préparation, en collaboration avec les autres Directions, du projet budget annuel du Département ;
- Le suivi de l'exécution du budget et des autres ressources financières du Ministère, en initiant notamment les dépenses et en contrôlant leur exécution ;
- L'approvisionnement du département ;
- La planification et le suivi de la formation professionnelle du personnel du Ministère.

La Direction des Affaires Administratives et Financières sont dirigées par un directeur. Elle comprend trois services:

- Le service du Personnel ;
- Le Service des Marchés ;
- Le service de la Comptabilité et du matériel.

**Article 38:** Le Service du Personnel est chargé de:

- Gérer la carrière professionnelle des fonctionnaires et agents du Département ;
- Etudier, proposer et de mettre en œuvre le plan de formation du personnel relevant du

département et proposer l'ensemble des méthodes de nature à améliorer la qualité du travail administratif.

**Article 39:** Le service des Marchés est chargé de l'élaboration et du suivi des marchés administratifs du ministère.

**Article 40:** Le Service de la Comptabilité et du matériel est chargé de l'élaboration et du suivi de l'exécution du budget ainsi que de la tenue de la comptabilité.

#### **IV-Structures Administratives Déconcentrées**

**Article 41:** Les Structures Administratives Déconcentrées du Ministère sont:

- La direction Régionale des Transports de la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou ;
- Les Services Régionaux des Transports.

#### **4.1 La Direction Régional des Transports de la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou**

**Article 42:** La Direction Régional des Transports de la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou est dirigée d'assurer, au niveau de cette Wilaya, l'exécution des missions dévolues au Ministère des Transports.

Elle est chargée par un Directeur Régional qui a rang d'un Directeur Central, assisté d'un Directeur Régional Adjoint.

Elle comprend deux services:

- Le Service Régional des Transports et des Infrastructures ;
- Le Service Régional de la Marine Marchande.

Un arrêté du ministre des Transports fixera l'organisation et le fonctionnement de la Direction Régionale des Transports de la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou.

#### **4.2 Les Services Régionaux des Transports**

**Article 43:** Dans les Wilayas autres que la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou, les Services Régionaux du Ministère des Transports sont placés sous l'autorité directe des walis et sont chargés d'exécuter, de suivre et de contrôler toutes les activités relevant de la compétence

du Ministre des Transports au niveau de chaque wilaya.

Un arrêté du Ministre des Transports fixera l'organisation et le fonctionnement des Services Régionaux du Ministère des Transports.

#### **V- Dispositions Finales**

**Article 44:** Les Dispositions du présent décret seront précisées, en tant que de besoin, par arrêté du Ministre des Transports, notamment en ce qui concerne l'organisation des divisions en bureaux et sections.

**Article 45:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret n°98-2004 bis du 23 juin 2004 fixant les attributions du Ministre de l'Équipement et des Transports et l'organisation de l'administration centrale de son Département ainsi que celles du décret n°98-006 du 28 août 2006 fixant les attributions du Ministre des Pêches et de l'Économie Maritime et l'Organisation de l'administration centrale de son Département.

**Article 46:** Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

### **Ministère de la Justice**

#### **Actes Divers**

**Arrêté n°1034** du 02 Avril 2008/DACS/MJ/Portant liste des candidats admis à la sélection des personnels destinés à pourvoir de nouvelles charges notariales.

**Article Premier:** conformément aux résultats de sélection des personnels destinés à pourvoir des nouveaux offices de notaires, ouverte aux termes du décret n°76/2007 du 27 Mars 2007 portant création de nouvelles charges notariales et fixant leur siège et leur ressort territorial, sont déclarés admis à la sélection respectivement dans l'ordre d'inscription sur la liste principale et complémentaire des candidats dont le nom, prénoms, date et lieu de naissance suivent:

**A) Liste principale**

Numéro du dossier	Nom et Prénom	Date et lieu de naissance
015	Cheikh Sidiya Ould Moussa	1960 Boutilimit
012	Sidi Ould Taleb Boubacar	1957 Kankossa
041	Chamekh Ould Mohamed Mahmoud	1955 Guérou
052	Mohamed Ould Isselmou O/ Dahane	1961 Tidjikja
016	Sidi Mohamed Ould Moulaye Zeine	1962 Kiffa
032	Abdellahi Ould Dah	1962 Boutilimit
007	Bedahiya Ould Mohamed Salem	1967 Atar
053	Cheikh Ould Med Abdellahi O/ Sidi	1965 R'Kiz
055	Barar Ould Sidi	1958 Tidjikja
005	Abdellahi Ould Baby	1962 Boutilimit
009	Mohamed Ould Maham	1956 Mederdra
010	Mohamedi Ould Babah	1953 R'Kiz
026	Cherif Ahmed Ould Cheikhna	1964 Aïoun
011	Cheikh Ould Sidi Abdellah	1961 Kiffa
017	Kaber Ould Imigine	1973 Brakna (Bababé)

**B) Liste complémentaire**

Numéro du dossier	Nom et Prénom	Date et lieu de naissance
003	Yahya Ould Veten	1956 R'Kiz
034	Abdellahi Ould Mohamed O/ Sidi	1961 Boutilimit
036	Zaim Ould Hemed Vall	1962 Maghta Lahjar
027	Mohamed Abdellahi Ould El Moustapha	1960 Boutilimit
040	Mohamed Mahfoudh Ould Med Mahmoud	1962 Nouakchott
046	Mohamed Saleck Ould Soueilim	1954 Tidjikja

**Article 2:** En application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté n°2734/2007 du 09/11/2007 fixant les modalités de sélection et de perfectionnement des candidats jugés aptes à pourvoir des nouveaux offices des notaires, les candidats admis inscrits sur la liste principale prévue à l'article premier ci-dessus sont nommés notaires stagiaires et accomplissent une période de perfectionnement de (6) six mois repartie conformément comme suit:

\*Quatre (4) mois d'enseignement théoriques au centre de perfectionnement et de documentation judiciaire au palais de justice de Nouakchott.

\*deux (2) mois de stage pratique dans les offices de notaires à l'étranger.

**Article 3:** Le Secrétaire Général du Ministère de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1039** du 02 Avril 2008/MJ/DRH/Portant ouverture d'une sélection professionnelle pour le recrutement de magistrats.

**Article Premier:** Est ouvert au titre de l'année budgétaire 2008, une sélection pour le recrutement de trente deux (32) magistrats par la voie de sélection professionnelle et de détachement judiciaire, conformément aux dispositions des articles 23.1 nouveau, 23.2 nouveau, 23.3 nouveau et 54.1 nouveau et suivant l'ordonnance n°016.2006 du 12 juillet 2006 portant modification de certaines dispositions de la loi organique n°91.012 du 17 février 1994 portant statut de la Magistrature et l'article 1 de l'ordonnance n°015.2007 du 26 février 2007 complétant l'ordonnance modifiant certaines dispositions du statut de la magistrature.

**Article 2:** Le nombre de poste à pourvoir au titre de la sélection par la voie professionnelle et détachement judiciaire est fixé à 32 répartis comme suit:

- Vingt sept (27) postes par la voie de sélection professionnelle;
- Cinq (5) postes par la voie de détachement judiciaire.

**Article 3:** La sélection est ouverte aux Mauritanien âgés de 35 ans au moins à la date de la sélection et de **50 ans** au plus et remplissant les conditions prévues au statut de la magistrature modifiée.

**Article 4:** Peuvent être recrutés aux termes de cette sélection:

- Les personnes ayant exercé en qualité de professeurs d'Université, d'Avocats ou de Juristes d'entreprises et justifiant au moins de sept (07) ans d'exercice professionnel les qualifiant particulièrement pour occuper les fonctions judiciaires ;
- Les greffiers en chef titulaire d'une maîtrise ou licence en cheria ou en droit et ayant au moins dix (10) ans d'exercice effectif ;
- Les membres des corps administratifs issus du cycle long de l'École Nationale

d'Administration et les professeurs d'université titulaire d'un doctorat justifiant d'au moins dix (10) ans de services effectifs.

**Article 5:** Le dossier de candidature comprend:

- Une demande manuscrite portant un timbre fiscal d'une valeur de 50 ouguiyas adressée au Ministre de la Justice et portant le choix explicite du candidat au grade requis ;
- Un extrait d'acte de naissance ou un jugement supplétif en tenant lieu ;
- Un certificat de nationalité Mauritanienne ;
- Un extrait du bulletin n°3 du dossier judiciaire datant de moins de 3 mois;
- Un certificat médical datant de moins de 3 mois et attestant que l'intéressé remplit les conditions d'aptitude physique nécessaire à l'exercice des fonctions de magistrats et est reconnu indemne ou définitivement guéri de toutes affectations justifiant un congé de longue durée;
- Une copie certifiée conforme du diplôme de Maîtrise ou licence en droit ou en Cheria ayant permis l'accès au corps d'origine ou un titre reconnu ou équivalent;
- Les attestations requises en fonction de la qualité professionnelle du candidat;
- Un curriculum vitae reproduisant les titres universitaires, académiques ou professionnels de l'intéressé et accompagné de l'ensemble des pièces justificatives utiles;
- Quatre photos d'identité.

**Article 6:** L'administration se réserve le droit de faire procéder à une contre visite médicale par un médecin agréé en vue d'établir si l'état de santé de l'intéressé est compatible avec l'exercice des fonctions auxquelles il postule.

**Article 7:** Les dossiers de candidatures sont déposés au secrétariat de la Commission de Sélection placé à la Direction des Ressources

Humaines au Ministère de la Justice contre récépissé, à partir du Dimanche 27 Janvier 2008 de 8 heures du matin jusqu'à 16heures. La date limite de dépôt est fixée au Mardi 12 février 2008 à 16heures.

**Article 8:** Le Ministre de la Justice arrête la liste des candidats autorisés à participer à la sélection professionnelle.

**Article 9:** La commission prévue à l'article 23.4 nouveau du statut de la magistrature modifiée assure l'ensemble des opérations de sélection.

**Article 10:** Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère de l'Economie et des Finances

#### Actes Réglementaires

**Arrêté n°1003** du 30 Mars 2008 Portant création d'une régie d'avances auprès du Ministère Chargé de la promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille.

**Article Premier:** Il est créé une régie d'avances auprès du Ministère Chargé de la Promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille destinée à la commémoration de la fête de la femme au titre de l'année 2008.

**Article 2:** La régie d'avances est installée au MCPFEF.

**Article 3:** Le montant de la régie est fixé à vingt Six Millions Cinq Cent Cinq Mille Ouguiya (26.505 000 UM), avec un plafond, à titre dérogatoire et conformément à l'article 12 de l'arrêté 165 du 12 Décembre 1993 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics, de Vingt Six Millions Cinq Cent Cinq Mille d'Ouguiya (26.505 000 UM).

**Article 4:** La régie d'avances est alimentée du budget de l'Etat 2008 suivant l'inscription budgétaire ci-dessous:

Année	Budget	Titre	Chapitre	S/Chapitre	Partie	Article	Paragraphe	S/Paragr
2008	01	99	91	01	5	1	1	99

Ce montant sera viré au compte N°4303480 ouvert dans les livres du trésor public:

**Article 5:** Le régisseur devra justifier lors de chaque réalimentation l'emploi des fonds mis à sa disposition et fournir toutes les pièces justificatives conformément à la réglementation en vigueur.

A la fin de cette opération ou lors de la suppression de la régie d'avance, le régisseur procède à la confection d'un état de développement des opérations en débit et en crédit effectuées par lui au cours de la période et dépose une ampliation auprès des services de la Direction Générale du budget et de la Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique.

Le régisseur est tenu à la fin de cette opération de présenter au comptable public assignataire les fonds et les pièces justificatives des dépenses aux fins de leurs intégrations dans ses écritures.

**Article 6:** Le régisseur tient une Comptabilité conforme aux règles de la Comptabilité Publique.

**Article 7:** La régie d'avance est soumise aux contrôles du Comptable assignataire et aux vérifications de l'Inspection Générale des Finances et des Corps de contrôle compétents.

**Article 9:** Le Comptable assignataire est le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

**Article 9:** Le régisseur est dispensé de cautionnement.

**Article 10:** Le Secrétaire Général du MCPFEF est nommé régisseur de la présente régie d'avance, son identité et son spécimen de signature, seront notifiés au Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

**Article 11:** Après exécution de toutes les dépenses le solde du compte sera reversé au compte de l'Etat.

**Article 12:** Les retraits sur le compte de dépôt s'effectueraient sur signature du régisseur.

**Article 13:** Le Directeur Général du Budget et le Directeur Général du Trésor et de la

Titre	Classe	S/Classe	Partie
57	01	01	2
57	01	02	2
57	01	03	2

**Article 20:** sont abrogées toutes dispositions antérieures, notamment l'article 3 de l'Arrêté n° 2532 du 22 Octobre 2007 portant création d'une régie d'avance auprès du VNF.

**Article 21:** Le Secrétaire Général du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme, le Directeur Général du Budget, le Directeur Général du

Comptabilité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

**Arrêté n°1011** du 30 Mars 2008/Portant modification de certaines dispositions de l'Arrêté n° R 2532 du 22 Octobre 2007 relatif à la régie d'avance auprès du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme.

**Article Premier:** Certaines dispositions de l'Arrêté n°2532 du 22 Octobre 2007 sont modifiées ainsi qu'il suit:

**Article 3(nouveau):** Le plafond de la régie d'avance, à titre dérogatoire, et conformément à l'article 17 de l'arrêté R 165 du 12/12/1993 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics, est de neuf millions (9.000 000) d'Ouguiyas.

La régie est alimentée par les crédits ouverts au budget de l'Etat suivant les imputations ci-après:

Article	Paragr	S/Parag
3	2	99
3	2	04
3	2	04

Le Trésor et de la Comptabilité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrête n°1012** du 30 Mars 2008/MEF/08/Portant révision de la Commission Technique des Enquêtes

Statistiques au sein du Conseil National de la Statistique.

**Article Premier:** En application de l'article 10 du décret 2006-024 du 17 avril 2006 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil National de la Statistique, il est créé une Commission Technique des Enquêtes Statistiques au sein du Conseil National de la Statistique.

**Article 2:** Ladite Commission Technique assure une mission générale d'appui à la conception, de suivi de l'exécution et de validation des enquêtes revêtues d'un visa statistique réalisées par le système Statistique National.

**Article 3:** La Commission Technique des Enquêtes est présidée par le Conseiller du Ministre de l'Economie et des Finances chargé de la Coopération Internationale et du Développement Economique et est composé par:

- Le Président de la Commission Déontologie du Conseil National de la Statistique ou son représentant, 1er vice président ;
- Le Président de la Commission Qualité du Conseil national de la Statistique ou son représentant, 2ème vice président ;
- Le Directeur concerné du département commanditaire de l'Enquête ;
- Le Directeur Général de l'Office National de la Statistique ;
- Un représentant de la Direction de la Prévision et de l'Analyse Economie ;
- Le coordinateur de l'Enquête au sein du système Statistique National ;
- Le Coordinateur du centre Mauritanien d'Analyse des Politiques ;
- Le Représentant de la Confédération du Patronat Mauritanien au sein du Conseil National de la Statistique ;

- Deux personnes ressources indépendantes choisies pour leur expérience dans le domaine de la statistique et membres du Conseil National de la Statistique;
- Les deux représentants des syndicats des travailleurs membres du Conseil National de la Statistique ;
- Le ou les représentants des bailleurs de fonds de l'enquête.

Cette commission technique s'élargit pour intégrer des représentants des départements et institutions concernés ou intéressés par l'objet de l'enquête.

**Article 4:** En cas d'absence du président, il est remplacé par l'un des vices présidents suivant l'ordre précité.

**Article 5:** La commission Technique exerce sa mission sous l'autorité du président du Conseil National de la Statistique.

**Article 6:** Les attributions principales de la Commissions Technique sont:

- Etudier les demandes de visa statistique pour la réalisation des enquêtes sollicitées par le système Statistique National auprès du Président du Conseil National Statistique ;
- Valider les méthodologies de réalisation des enquêtes statistiques revêtues du visa statistique ;
- Suivre l'exécution et valider les résultats des enquêtes statistiques ;
- Approuver le programme et le budget des enquêtes statistiques ;
- Contribuer à l'identification de modules de formations susceptibles d'améliorer les compétences du personnel chargé de l'exécution des enquêtes ;
- Participer à toute initiative tendant à l'amélioration des instruments de diagnostic économiques, démographiques et sociaux.

**Article 7:** Le secrétariat de la Commission Technique est assuré par l'Office National de la Statistique, qui à ce titre prépare les

convocations aux réunions et en dresse les procès-verbaux, ces derniers doivent être signés par le Président et par au moins deux membres de la commission Technique. Le secrétariat prépare au Président du Conseil la suite réservée à l'octroi du visa statistique conformément aux décisions de la Commission Technique.

**Article 8:** Le Comité Technique se réunit sur convocation de son président.

**Article 9:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures notamment l'arrêté conjoint R-3304 du 31 décembre 2007 portant création d'une Commission Technique des Enquêtes Statistiques au sein du Conseil National de la Statistique.

**Arrêté n°1014** du 30 Mars 2008/MEF/BCM/Instituant les mécanismes budgétaires et comptables ainsi que les modalités de diffusion de l'information de la dette extérieure de l'Etat.

**Article Premier:** Le présent arrêté a pour objet de fixer les mécanismes budgétaires et comptables de la gestion de la dette publique et les modalités pratiques de diffusion et de publication des données de la dette.

**Article 2:** Au titre de l'application du présent arrêté, la dette publique est constituée des engagements financiers contractés par les institutions du secteur public impliquant des obligations de paiement direct résultant du financement reçu, tels que définis aux articles 2 et 5 de l'arrêté conjoint N° 0063/MF/MAED/BCM en date du 17/02/2006 créant le Comité National de la Dette Publique (CNDP) de déboucher sur un nouvel accord de prêt.

**Article 3:** Les entités publiques concernées par les dispositions de l'article premier sont les suivantes:

## 1. Au Ministère de l'Economie et des Finances.

- Direction générale du Développement et de la Coopération Economique
- (Direction de la Dette Extérieure, Direction des Financements et du Suivi des Projets).
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

## 2. A la Banque Centrale de Mauritanie

- Direction des Etudes.
- Direction de la Gestion des Ressources Extérieures.
- Direction de la Comptabilité.

Ces entités sont tenues de respecter les délais, procédures et formats d'échange des données, dans l'exécution des tâches définies ci-après par le présent arrêté.

## **Article 4: ENPRUNTS ET DECAISSEMENTS**

1. La Direction des financements et du Suivi des Projets au sein de la Direction Générale du Développement et de la Coopération Economique est chargée de transmettre:

- Une copie de toute convention signée à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, à la Direction de la Dette Extérieure/MEF et à la Direction des Etudes/BCM, dans un délai ne dépassant pas dix jours. Cette convention doit être accompagnée d'un état détaillé des conditions de prêts, selon format dit « Format Convention », annexé au présent arrêté.
- Un état détaillé des décaissements par prêt, à la Direction Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, à la Direction de la Dette Extérieure et à la Direction des Etudes/BCM, à la fin de chaque mois, suivant un format dit « format décaissement » annexé au présent arrêté.

2. La Direction de la Dette Extérieure, après réception des conventions et des décaissements, doit procéder à la saisie automatique des données au niveau du SYGADE, à la codification et au classement physique des accords de financement. Cette disposition ne dispense pas la Direction des Financements et du Suivi des Projets de tenir à jour un classement afférent à ses attributions.

3. La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, après réception de ces données, doit procéder à leur comptabilisation, conformément aux procédures de la comptabilité générale.

4. La direction Générale du Développement et de la Coopération Economique et notamment la Direction des financements et du Suivi des Projets, doit avant la signature de toute convention s'assurer, en concertation avec la DDE/MEF et DE/BCM que le nouvel emprunt remplisse les conditions de concessionnalité requises par la soutenabilité de la dette.

5. La Direction des Financements et du Suivi des Projets/DGDCE/MEF doit obligatoirement consulter la Direction de la Dette Extérieure/DGDCE/MEF et la Direction des Etudes/BCM, avant toute ratification de convention même technique susceptible de déboucher sur un nouvel accord de prêt.

#### **Article 5: PAIEMENT DES ECHEANGES.**

Le paiement et le transfert du service de la dette relèvent de la compétence respective du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Banque Centrale de Mauritanie.

#### **Alinéa 1: DEBIT AUTOMATIQUE.**

La méthode de paiement du service de la dette en vigueur est une procédure dérogatoire par laquelle le Ministre, de l'Economie et des Finances autorise le Gouverneur de la Banque

Centrale de Mauritanie de débitier automatiquement le compte du Trésor pour faire face au paiement du service de la Dette à la date d'échéance. Il sera mis fin à ce mécanisme dès que les conditions préalables décrites à l'alinéa 2 soient opérationnelles.

1. La Direction de la Dette Extérieure/MEF et la Direction des Etudes/BCM, tiennent l'échéancier de remboursement de la Dette et le mettent à jour éventuellement suite aux réclamations des bailleurs de fonds. Ces directions doivent transmettre le service mensuel de la Dette à la Direction de la Gestion des Réserves Extérieures /BCM pour paiement.
2. La Direction de la Gestion des Réserves Extérieures/BCM doit procéder immédiatement, après la réception du service mensuel de la dette, au paiement, à l'échéance des montants dus, par débit automatique du compte du trésor ouvert à la BCM.
3. La Direction de la Comptabilité/BCM est tenue d'effectuer ce débit, sur le compte trésor, d'une manière détaillée par bailleur et par prêt en distinguant le principal des intérêts. Ces opérations de paiement doivent être communiquées par la Direction des Etudes/BCM, à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et à la Direction de la Dette Extérieure, dans un délai maximum de 10 jours après chaque paiement mensuel du service de la dette, suivant le même principe et selon un format dit « format paiement annexé au présent arrêté ».
4. La Direction de la Dette Extérieure, après rapprochement mensuel avec la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et la Direction des Etudes de la BCM doit procéder à la régularisation, au profit du trésor, des montants ayant fait l'objet d'un débit automatique du compte du

trésor existants dans les livres de la BCM au format de format de paiement.

#### **Article 5 : Conditions préalables de paiement du SYGADI**

Les conditions préalables sont les suivantes : la dette sera assurée par des fonds légaux. Les conditions préalables autres sont :

- L'existence du solde de paiement en devises et un contrôle à posteriori ;
  - L'existence de la Direction de la Dette Extérieure et du Système Automatisé de Gestion de la Dette (SYGADI) ;
  - L'existence de la Direction de la Dette Extérieure et du bilan des financements extérieurs et des projets de toutes les entités concernées pour une bonne gestion globale de la dette ;
  - L'existence de liaisons (travers SYGADI) entre les entités concernées définies à l'article 2 ;
  - L'existence de liaisons SYGADI entre les entités concernées définies à l'article 2 pour leur permettre d'y accéder et d'échanger les informations les concernant ;
  - L'existence de la base de données de la dette entre la Direction de la Dette Extérieure et les différentes entités.
- Gestion optimale de la trésorerie et des réserves en devises.

La Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique et la Direction Générale du Développement et de la Coopération économique (DDE-DFSP) sont chargées chacun en ce qui la concerne, de prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de réunir les conditions préalables citées ci-dessus.

La Direction de la Dette Extérieure, après l'atteinte de ces objectifs, doit procéder, à l'usage du module d'administration RACHAD, à l'ordonnement mensuel du service de la dette, pour permettre à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, d'envoyer les ordres de transfert à la BCM bien avant la date d'échéance pour éviter tout

retard de paiement. La Direction de la Gestion des Réserves extérieures /BCM est tenue de payer à la date d'échéance l'ensemble des montants de ces ordres de transfert aux différents bailleurs de fonds.

#### **Article 6 : DIFFUSION ET PUBLICATION DES DONNEES**

##### **Alinéa 1**

La Direction de la Dette Extérieure doit veiller à la mise à jour continue du SYGADI pour la diffusion périodique des données et statistiques de la dette suivant les formats de ce logiciel.

##### **Alinéa 2**

La Direction de la Dette Extérieure est chargée de publier sur le site du MEF. Les données de la dette conformément au calendrier ci-après :

- Encours de la dette / par an
- Service de la dette / par mois
- Analyse de la viabilité de la dette / par an (conjointement avec la BCM)

#### **Article 6 : LES FORMATS.**

Les formats d'échange des données en annexe constituent une partie intégrante du présent arrêté.

**Article 7 :** Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances et le Gouverneur adjoint de la Banque Centrale de Mauritanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prend effet à partir de sa date signature et sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1049** du 30 Mars 2008 abrogeant et remplaçant l'arrêté n°2887/MEF/DGB/007 du 22 Novembre 2007, portant création d'une régie d'avances auprès du Ministère du

Commerce et de l'Industrie destinée à couvrir les frais de fonctionnement de certains départements du Ministère.

**Article Premier:** Les dispositions des articles 3, 4, 10 et 12 de l'arrêté n°2887/MEI/DGB/007 du 22 Novembre 2007 Portant création d'une régie d'avances auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie destinée à couvrir les frais de fonctionnement de certains

Année	Titre	Budg	Chap	S/Chap	Partie
2008	99	6	03	01	9

Ce montant sera viré dans le compte n°4303456 ouvert dans les livres du Trésor Public.

**Article 10(nouveau):** Le Secrétaire Général du Ministère du commerce et de l'Industrie est nommé régisseur de la présente régie et sera assisté par le Directeur du contrôle des Assurances, leurs adhésions et leurs spécimens de signature seront notifiés au Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique.

**Article 12(nouveau):** Les retraits sur le compte de dépôt s'effectueront sur signature conjointe du régisseur et son assistant.

**Article 2 :** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté notamment les articles 3, 4, 10 et 12 de l'arrêté n°2887/MEI/DGB/007 du 22 Novembre 2007.

**Article 3:** Le Directeur Général du Budget et le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### Actes Divers

**Arrêté n°1013 du 30 Mars 2008/ MEI/08/** Portant désignation des membres du Conseil National de la Statistique.

départements du Ministère sont abrogées et remplacées ainsi qu'il suit.

**Article 3(nouveau):** Le plafond de la régie est fixé à un montant d'un Million deux cent cinquante Mille Ouguiya (1.250 000 UG).

**Article 4(niveau):** Ce montant est imputable sur le budget de l'exercice 2008 suivant les instructions budgétaires en vigueur.

Article	Paragr	Supplément	Parties
2	1	2	1

**Article Premier:** En application de l'article 14 de la loi n°2005-017 du 17 Janvier 2006 relative à la statistique publique et de l'article n°024/06 du 17 Mars 2006 relatif à l'organisation et le fonctionnement du Conseil National de la Statistique, les membres du Conseil National de la Statistique sont désignés ainsi qu'il suit:

#### \*Au titre des membres du Gouvernement (en qualité):

- Le Ministre de l'Industrie;
- Le Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage;
- Le Ministre de l'Hydraulique, de l'Énergie et des TICs;
- Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie;
- Le Commissaire chargé de la Santé, du Travail Sociale et à la Sécurité Alimentaire.

#### \*Au titre des représentants des administrations publiques:

- Le Directeur de l'Aménagement des Ressources et de l'Océanographie du Ministère des Pêches;
- Le Conseiller chargé de la Coopération de la Promotion, au Ministère de l'Énergie et des Mines;
- Le directeur des Stratégies de Planification et de la Coopération Ministère de l'Economie Nationale;

Le Directeur de la Programmation, de la Coopération et de l'Information Sanitaire, Ministère de la Santé ;

- Le Directeur des études, de la Coopération et du Suivi, Ministère chargé de la Promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille.

**\*Au titre des utilisateurs de l'information statistique:**

- Monsieur Taleb Moustapha Ould Mohamed Lemine, Député ;
- Monsieur Chérif Ahmed Ould Khattry, sénateur de Djiguéni ;
- Monsieur Abderrahmane Ould Atigh, représentant de la Confédération Nationale du Patronat Mauritanien (CNPM) ;
- Monsieur Sidi Mohamed Ould Mohamed El Mamy, représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM) ;
- Monsieur Samory Ould Beye, représentant la Confédération Libre des Travailleurs de Mauritanie (CLTM) ;
- Monsieur Abdellahi Ould Mohamed dit Nahah, représentant la Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM) ;
- Monsieur Youssouf Ould Abdel Vettah, maire de Boutilimit, représentant l'Association des maires de Mauritanie ;
- Monsieur Abdellahi Ould Mohamed Mahmoud, Wali du Trarza, Président du Comité Technique de Lutte contre la Pauvreté (CLTP) ;
- Monsieur Cissoko Mamadou, Président de l'Association des Statisticiens de Mauritanie, représentant les Associations Mauritaniennes intéressés par le développement et l'utilisation efficiente des données et méthodes statistiques ;
- Monsieur le Président du Comité Technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) ;
- Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de l'Université de Nouakchott ;
- Monsieur le Coordinateur du Centre Mauritanien d'Analyse des Politiques (CMAP).

**\*Au titre des personnalités choisies en fonction de leur compétence dans le**

**domaine de l'information statistique.**

- Monsieur Mohamed El Moctar Ould Zamel ;
- Monsieur Isselmou Ould Mohamed ;
- Monsieur Cheikh Ould Sidi Abderrahmane.

**Article 2:** Les membres du Conseil exercent un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.

**Article 3:** Le conseil fonctionnera conformément aux dispositions du décret n°2006-24 du 17 avril 2006 susvisé.

**Article 4:** Sont abrogées toutes les dispositions antérieures notamment l'arrêté 540/MEF ONS du 31 décembre 2007 portant nomination des membres du Conseil National de la Statistique.

**Article 5:** Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle.**

**Actes Réglementaires**

**Arrêté n°1017** du 31 Mars 2008 Portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n°458 du 6 Juin 1999, précisant la composition et certaines règles de fonctionnement des Conseils d'Administration des Lycées de Formation Technique et Professionnelle.

**Article Premier:** Certaines dispositions de l'arrêté n°458 du 6 Juin 1999 sont modifiées ainsi qu'il suit:

**Article 2 (nouveau):** Les Conseils d'Administration des Lycées de Formation

Technique et Professionnelle se composent comme suit:

- le Directeur de la Formation Technique et Professionnelle ou son représentant ;
- un représentant du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle ;
- Deux représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- un Représentant du Ministère de l'Education Nationale ;
- un Représentant de la Wilaya d'Implantation ;
- un Représentant de la Commune concernée ;
- deux Représentants des employeurs choisis en fonction des formations dispensées par l'établissement;
- un Professionnel choisi en fonction de sa compétence et de ses relations en matière de formation/emploi qu'il entretient avec l'établissement ;
- un Représentant des Professeurs de l'établissement ;
- Et le cas échéant, un représentant des parents d'élèves.

**Article 2:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment celles de l'article 2 de l'arrêté n°458 du 6 Juin 1999.

**Article 3:** Le secrétaire Général du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle et le Directeur de la Formation Technique et Professionnelle sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

**Arrêté n°1357** du 14 Avril 2008 Portant création d'une cellule d'exécution du programme de formation insertion de 4 000 jeunes.

**Article Premier:** Il est créé au sein du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle une cellule d'exécution du programme de formation insertion de 4 000 jeunes.

La cellule est placée au cabinet du Ministre.

**Article 2:** La cellule a pour mission de:

- Proposer, en collaboration avec les structures concernées, les plans d'actions et les budgets du programme et les présenter à l'approbation du Comité de Pilotage ;
- Coordonner l'exécution des plans d'actions et des budgets approuvés ;
- Elaborer les bilans d'exécution du programme et les présenter au Comité de Pilotage.

Dans la mise en œuvre des différentes composantes du programme, la cellule s'appuie sur les structures compétentes avec lesquelles elle passe des conventions, conformément aux dispositions de son manuel des procédures administratives, financières et comptables.

**Article 3:** Les activités de la Cellule sont administrées par un Comité de Pilotage composé comme suit:

**Président :**

Le Ministre de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle ou son représentant:

**Membres:**

- Le Secrétaire Général du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle ;
- Le Conseiller du Ministre de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle chargé de l'Emploi ;
- Le Conseiller du Ministre de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle chargé de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Le Directeur de l'Insertion ;
- Le Directeur de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Le Directeur Général de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi des Jeunes ;
- Un Représentant du Ministère de l'Intérieur ;

- Un Représentant du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Un Représentant du Ministère de l'Education ;
- Un Représentant du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Un Représentant du Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire ;
- Un Représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- Un Représentant du Ministère de l'Équipement, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- Un Représentant de la Délégation du Gouvernement à la Promotion de l'Investissement Privé ;
- Un Représentant du Commissariat à la Protection Sociale et à la Sécurité Alimentaire ;
- Deux Représentant de la Confédération Nationale du Patronat de Mauritanie ;
- Un Représentant de la Chambre du Commerce de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie ;
- Un représentant de la Fédération du Secteur Informel ;
- Un Représentant de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM).

Le Comité de Pilotage peut inviter à ses réunions toute personne dont la participation est jugée utile.

Le Coordinateur du Programme assure le Secrétariat du Comité de Pilotage.

**Article 4:** Le Comité de Pilotage a pour mission de:

- Définir les orientations générales du programme ;
- Valider sa stratégie d'intervention ;
- Approuver les plans d'action et les budgets du programme ;
- Approuver les bilans d'exécution du programme.

**Article 5:** Le Comité de Pilotage est assisté d'un Comité Technique comportant:

**Président:**

Le Secrétaire Général du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle.

**Membres:**

- Le Conseiller chargé de l'Emploi ;

- Le Conseiller chargé de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Le Conseiller chargé de la Coopération ;
- Le Directeur de la Planification, des Etudes et de la Statistique ;
- Le Directeur de l'Emploi ;
- Le Directeur de l'Insertion ;
- Le Directeur de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Le Directeur Général de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes ;
- Le Directeur de l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle ;
- Le Coordinateur du Programme de Promotion de la Pierre Jaillée.

**Article 6:** Le Comité Technique a pour mission de:

- Amender et enrichir les plans d'action et les budgets du programme avant leur présentation au Comité de Pilotage ;
- Mobiliser les ressources des différentes structures relevant du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle pour l'exécution du programme ;
- Suivre l'exécution des plans d'action et des budgets approuvés.

**Article 7:** La Cellule d'exécution du programme de formation insertion de 4 000 jeunes est dirigée par un Coordinateur ayant pour mission de:

- Proposer les plans d'action et les budgets du programme ;
- Coordonner l'exécution des plans d'action et des budgets approuvés ;
- Rendre compte de l'exécution du programme au Comité Technique et au Comité de Pilotage ;
- Assurer la gestion des moyens humains, matériels et financiers du programme.

La Coordination du Programme est confiée au Directeur de l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FTP).

**Article 8:** Les ressources du programme sont:

- Les ressources allouées par le budget de l'Etat ;

- Les contributions des départements ministériels concernés ;
- Les contributions des institutions, programmes et projets ayant des objets similaires ;
- Les contributions des entreprises.

**Article 9:** Le personnel de la cellule est choisi parmi les fonctionnaires du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle et mis à la disposition de la cellule. A la fin du programme il est remis à ses structures d'origine.

Le personnel comprend:

- Un assistant du Coordinateur ;
- Un responsable du montage des actions et d'instruction des dossiers ;
- Un responsable du Suivi.

La comptabilité de la cellule est tenue par un comptable désigné par le Ministre de l'Economie et des Finances.

La Cellule peut s'appuyer, au besoin, sur un personnel d'appui recruté à travers des contrats à durée déterminée.

La rémunération du personnel de la cellule est définie conformément à son manuel des procédures et approuvée par le Comité de Pilotage.

La Cellule peut également s'associer l'expertise nécessaire dans les mêmes conditions.

**Article 10:** Un manuel des procédures approuvé par le Comité de Pilotage précise les procédures de gestion administratives, financières et comptables de la cellule.

**Article 11:** Le Secrétaire Général du Ministère de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation Professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 12:** Le présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie, prend effet à compter de sa signature.

## Ministère du Pétrole et des Mines

### Actes Réglementaires

**Arrêté n°1008** du 30 Mars 2008 Portant création d'une Commission chargée de l'examen des candidatures aux emplois fonctionnels d'encadrement.

**Article Premier:** En application de l'article 7 du décret n°2007-152 du 28 août 2007 ci-dessus visé, le présent arrêté a pour objet de créer une commission chargée de l'examen des candidatures aux emplois fonctionnels d'encadrement de l'Administration au niveau du Ministère du Pétrole et des Mines.

**Article 2:** La Commission chargée de l'examen des candidatures aux emplois fonctionnels d'encadrement de l'Administration au niveau du Ministère du Pétrole et des Mines est composée de:

- Secrétaire Général du Ministère, Président
- Conseiller Juridique du Ministère ;
- Directeur des Affaires Administratives et Financières ;
- Directeur de la structure concernée par le poste à pourvoir.

**Article 3:** La commission se réunit sur convocation de son Président, procède à l'examen des dossiers de candidatures conformément aux critères définis par le décret 2007-152, son instruction d'application et l'avis de vacance publié.

Elle établit un procès-verbal de session dans lequel les propositions sont motivées. Ce procès-verbal est soumis au Ministre pour décision.

**Article 4:** Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

**Actes Divers**

**Arrêté n°1040** du 03 Avril 2008 Portant mutation du permis de recherche n°271 pour le diamant dans la zone de Mjeibir (Wilaya de l'Adrar) au profit de la Société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO S.A).

**Article Premier:** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°271, détenu par la société AGRINEQ.S.A en vertu du décret n°094-2005 en date du 21 Septembre 2005, pour le diamant, au profit de la société SOMASO S.A. et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** SOMASO S.A s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la société SOMASO S.A doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le Secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1041** du 03 Avril 2008 Portant mutation du permis de recherche n°472 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone d'Ain Chouamat (Wilaya du Hodh El

Charghi) au profit de la société TransAfrica Mauritanie.

**Article Premier:** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°472 détenu par la société MauriGold Ltd en vertu du décret n°193-2007 en date du 20 Novembre 2007, pour les substances du groupe 2 (Or), au profit de la société TransAfrica Mauritanie, et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** TransAfrica Mauritania s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la société TransAfrica Mauritania doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale initié « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le Secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1042** du 03 Avril 2008 Portant mutation du permis de recherche n°287 pour les substances du groupe 4 (Uranium) dans la zone D'Aroueyit (Wilaya de Dakhlet Nouadhibou et de l'Inchiri) au profit de la société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO S.A).

**Article Premier:** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°287, détenu par la société **AGRINEQ.S.A** en vertu du décret n°013-2006 en date du 02 Mars 2006, pour les substances du groupe 4 (Uranium), au profit de la société **SOMASO S.A.**, et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** **SOMASO S.A.** s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la société **SOMASO.S.A** doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1043** du 03 Avril 2008/MPM/Portant mutation du permis de recherche n°273 pour les substances du groupe 1 (Fer) dans la zone de Kaouat El Khadra (Wilaya de l'Adrar et de l'Inchiri) au profit de la société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (**SOMASO S.A.**).

**Article Premier:** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°273, détenu par la société **AGRINEQ.S.A** en vertu du décret n°096-2005 en date du 21 Septembre 2005, pour les substances du groupe 1 (Fer), au profit de la société **SOMASO S.A.**, et ce, à

compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** **SOMASO S.A** s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la société **SOMASO.S.A** doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1044** du 03 Avril 2008 Portant mutation du permis de recherche n°272 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone de d'Oued El Mebrouk (Wilaya de l'Assaba, du Gorgol et du Brakna) au profit de la société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (**SOMASO S.A.**).

**Article Premier :** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°272, détenu par la société **AGRINEQ.S.A** en vertu du décret n°095-2005 en date du 21 Septembre 2005, pour les substances du groupe 2 (Or), au profit de la société **SOMASO S.A.**, et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** **SOMASO S.A.** s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la société **TRANSAFRICA** doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1045** du 03 Avril 2008 portant mutation du permis de recherche n°415 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone de Gleibat Boukline (Wilaya du Hodh El Charghi et du Hodh El Gharbi) au profit de la Société **TransAfrica Mauritania**.

**Article Premier :** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°116, détenu par la Société **MauriGold Ltd** en vertu du décret n°183-2007 en date du 22 Octobre 2007, pour les substances du groupe 2 (Or), au profit de la société **TransAfrica Mauritania**, et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** **TransAfrica Mauritania**, s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la Société **TransAfrica Mauritania** doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un

montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le secrétaire Général<sup>®</sup> du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1046** du 03 Avril 2008 Portant mutation du permis de recherche n°415 pour les substances du groupe 2 (Or) dans la zone d'Amourj (Wilaya du Hodh El Charghi) au profit de la Société **TransAfrica Mauritania**.

**Article Premier:** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°415, détenu par la Société **MauriGold Ltd** en vertu du décret n°166-2007 en date du 15 Octobre 2007, pour les substances du groupe 2 (Or), au profit de la société **TransAfrica Mauritania**, et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** **TransAfrica Mauritania**, s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la Société **TransAfrica Mauritania** doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Arrêté n°1047** du 03 Avril 2008 Portant mutation du permis de recherche n°288 pour les substances du groupe 4 (Uranium) dans la zone d'Achguig (Wilaya du Tiris Zemmour) au profit de la Société Minière Africaine du Sud et de l'Ouest (SOMASO.S.A).

**Article Premier :** Il est procédé à la mutation du permis de recherche n°288, détenu par la Société AGRINEQ.S.A en vertu du décret n°081-2006 en date du 24 Juillet 2006, pour les substances du groupe 4 (Uranium), au profit de la Société SOMASO.S.A et ce, à compter de la date de signature de la lettre de réception du présent arrêté.

**Article 2:** SOMASO.S.A s'engage à respecter tous les engagements relatifs à ce permis dès la signature dudit arrêté.

Dès la notification dudit arrêté, la Société SOMASO.S.A doit s'acquitter, conformément à l'article 31 de la convention minière, de la taxe rémunératoire d'un montant de huit cents

mille (800 000) Ouguiyas, qui sera versé au compte d'affectation spéciale intitulé « contribution des opérateurs miniers à la promotion de la recherche minière en Mauritanie » ouvert au Trésor Public.

**Article 3:** Le secrétaire Général du Ministère du Pétrole et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire

#### Actes Réglementaires

**Arrêté n°1010** du 30 Mars 2008 Rectifiant l'arrêté conjoint N°3152 du 24 Décembre 2007 Portant approbation des comptes administratifs et comptes de gestion, exercice 2006, des communes de Kaédi, Aleg, Nouadhibou et Akjoujt.

**Article Premier:** certaines dispositions de l'arrêté n°3152 du 24 décembre 2007 sont modifiées ainsi qu'il suit:

**Article premier (nouveau):** Sont approuvés le compte administratif et le compte de gestion pour l'exercice 2006 de la Commune de Nouadhibou conformément aux indications ci-après:

La commune		Le compte administratif et le compte de gestion de l'exercice 2006			
Nouadhibou	Fonctionnement	<b>Les recettes</b>			
		Emissions	Réalisations	Reste à recouvrer	
		723 892 831	629 968 711	93 924 120	
	Equipment	<b>Les dépenses</b>			
		Mandatements	Paiements	Reste à payer	Excédent de gestion
		618 437 859	618 437 859		+11 530 852
Equipment	<b>Les recettes</b>				
	Emissions	Réalisations	Reste à recouvrer		
	41 774 068	41 774 068			
Equipment	<b>Les dépenses</b>				
	Mandatements	Paiements	Reste à payer	déficit de gestion	
	52 186 056	52 186 056		-10 411 988	

**Article 2:** Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires notamment à l'article premier de l'arrêté conjoint n°3152, en date du **24 décembre 2007**, portant approbation des comptes administratifs et comptes de gestion, exercice 2006, des communes de Kaédi, Aleg, Nouadhibou et Akjoujt. Le reste dudit arrêté est sans changement.

**Article 3:** Le maire de la commune de Nouadhibou est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère des Transports

#### Actes Réglementaires

**Arrêté n°1048** du 03 Avril 2008 Relatif à l'annexe 7 de la convention de Chicago.

**Article Premier:** Le Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile à

délégation pour signer les règlements techniques relatif à l'annexe 7 de la Convention de Chicago.

**Article 2:** Le secrétaire Général du Ministère des Transports et le Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère de l'hydraulique, de l'Énergie et des TIC

#### Actes Réglementaires

**Arrêté conjoint n°1173** du 10 Avril 2008 Fixant le prix de vente Maximum des Hydrocarbures Liquides.

**Article Premier:** Les prix de vente des hydrocarbures liquides livrés à la sortie des dépôts sont fixés comme suit:

#### PRIX RENDUS ; PRIX EX-DEPOT en UM/HECTOLITRE

##### I DEPOT DE NOUAKCHOTT (UM/HL)

PRODUITS	FUEL OIL	GASOIL (M.I)	KEROSENE (JET A1)	PETROLE LAMPANT	ESSENCE
PRIX RENDU	12 944,59	17 968,92	19 500,17	19 500,17	16 685,99
PRIX EX-DEPOT TTC	16 940,41	24 766,60		26 246,60	28 396,60
FONDS DE SOUTIEN	0,00	0,00		0,00	0,00

##### II DEPOT DE LA RAFFINERIE DE NOUADHIBOU (UM/HL)

PRODUITS	FUEL OIL	GASOIL (M.I)	KEROSENE (JET A1)	PETROLE LAMPANT	ESSENCE
PRIX RENDU PC	12 473,90	17560,53	19 174,87	19 174,87	16 387,70
PRIX EX-DEPOT TTC	16 307,93	24 206,60		25 766,60	27 946,60
FONDS DE SOUTIEN	0,00	0,00		0,00	0,00

**III DEPOT ZOUERATT****(UM/HIL)**

PRODUITS	FUEL OIL	GASOIL (M.I)	KEROSENE (JET A1)	PETROLE LAMPANT	ESSENCE
PRIX RENDU PC	12 473,90	17 560,53	19 174,87	19 174,87	16 387,70
PRIX EX-DEPOT TTC	0,00	24 534,61		26 140,88	28 448,99
FONDS DE SOUTIEN	0,00	0,00		0,00	0,00

**Arrêté 2: Prix maximum à la pompe en ouguiyas par litre**

	ESSENCE ORDINAIRE	PETROLE LAMPANT	GASOIL
Adel Bagrou	304,5	282,8	267,8
Ain Farba	299,1	277,5	262,6
Aioun El Atrouss	298,8	277,2	262,3
Akjoujt	292,9	271,4	256,6
Aleg	291,9	270,4	255,7
Atar	296,1	274,6	259,8
Ajouer	291,2	269,7	255,0
Achram	294,3	272,8	257,9
Boghé	292,8	271,2	256,4
Bababé	293,1	271,6	256,8
Bassikounou	305,6	283,9	268,9
Bousteila	302,3	280,7	265,9
Boutilimit	290,6	269,1	254,4
Chinguetti	297,9	276,6	261,9
Chegar	292,6	271,1	256,3
Choum	285,6	263,9	248,4
Djiguéni	302,3	280,6	265,7
Douerara	298,3	276,7	261,8
El Ghaira	294,8	273,2	258,4
F'derick	289,2	266,1	250,1
Idini	289,5	268,0	253,2
Kaédi	294,0	272,5	257,7
Kiffa	296,2	274,6	259,8
Kankossa	297,8	276,3	261,6
Kamour	295,0	273,5	258,7
Guérrou	295,5	274,0	259,1
M'Bout	295,8	274,4	259,7
Maghama	295,7	274,3	259,6
Maghta-Lahjar	293,3	271,8	257,0
Mederdra	291,1	269,7	255,0
Moudjéria	295,4	278,3	263,0
N'Beika	295,6	278,5	263,2
N'Keila	291,5	270,2	255,5
Néma	302,3	280,6	265,7
Nouadhibou	284,8	263,0	247,4
Nouakchott	289,3	267,8	253,0
Ouad Naga	289,5	268,0	253,2
R'Kiz	292,9	271,4	256,6
Rosso	291,2	269,7	255,0
Sangrava	293,8	272,2	257,4
Selibaby	301,9	280,4	265,5
Tidjikja	301,8	276,5	265,8
Tintane	298,0	276,3	261,5
Timbédra	301,0	279,3	264,4
Tiguint	290,0	268,6	253,8
Zouerate	289,2	266,1	250,1

**Article 3:** Sont abrogées toutes les dispositions contraires, notamment l'arrêté N°0750/MHE/TIC/MCI en date du 06 Mars 2008 fixant les prix de vente maximum des hydrocarbures liquides.

**Article 4:** Les Secrétaires Généraux du Ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Technologies de l'Information et de la Communication, et du Ministère du Commerce et de l'Industrie, le Wali de Nouakchott, les Walis des régions, les Hakems des Moughataas sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel.

**Arrêté n°1178** du 10 Avril 2008 Fixant le prix de vente Maximum du Gaz Butane.

**Article Premier:** PRIX DE VENTE VRAC-PRIX DE VENTE SORTIE-DEPOT

Les Prix de vente du gaz butane livré à la sortie des dépôts sont fixés comme suit :

**a) PRIX DE VENTE VRAC**

	UM/TONNE
PRIX DE VENTE IMPORTATION UM/TM	126 579,18
PRIX EX STORAGE U/TM	158 241,75

**b) PRIX DE VENTE**

PRIX DE VENTE	TYPE EMBALLAGE			
	35 KGS	12,5 KGS	6 KGS	2,75 KGS
PRIX EX CONDITIONNEMENT	6 258	2 235	1 073	492
PRIX EX DISTRIBUTION	6 860	2 450	1 176	539
PRIX DE VENTE NOUAKCHOTT NOUADHIBOU	7 000	2 500	1 200	550

**Article 2:** PRIX DE VENTE AU DÉTAIL AUX CONSOMMATEURS

Les prix de vente de ventes au détail du gaz butane sont fixés comme suit:

**PRIX DE VENTE AU DETAIL AUX CONSOMMATEURS**

	<b>BOU TEILLES 12,5KGS</b>	<b>BOU TEILLES 6KGS</b>	<b>BOU TEILLES 2,75KGS</b>
Adel Bagrou	3 050	1 460	670
Ain Farba	2 860	1 370	620
Aioun El Atrouss	2 850	1 370	630
Akjoujt	2 650	1 270	580
Aleg	2 610	1 250	570
Atar	2 770	1 330	610
Ajouer	2 590	1 240	570
Achram	2 690	1 290	590
Boghé	2 640	1 270	580
Bababé	2 650	1 270	580
Bassikounou	2 680	1 480	680
Bousteila	2 980	1 430	660
Boutilimit	2 560	1 230	560
Chinguetti	2 860	1 370	630
Chegar	2 670	1 460	580
Choum	2 630	1 260	580
Djigueni	2 960	1 420	650
Douerara	2 830	1 360	620
El Ghaira	2 710	1 300	600
F'derick	2 630	1 260	580
Idini	2 520	1 210	560
Kaédi	2 680	1 290	590
Kiffa	2 760	1 320	610
Kankossa	2 830	1 360	620
Kamour	2 740	1 320	600
Guérou	2 730	1 310	600
M'Bout	2 760	1 330	610
Maghta-Lahjar	2 660	1 270	580
Mederdra	2 590	1 240	570
Moudjéria	2 730	1 310	600
Néma	2 960	1 420	650
Nouadhibou	2 500	1 200	550
Nouakchott	2 500	1 200	550
Ouad Naga	2 520	1 210	550
R'Kiz	2 650	1 270	580
Rosso	2 590	1 240	570
Sangrava	2 670	1 280	590
Selibaby	2 820	1 350	620
Tidjikja	2 840	1 360	630
Tintané	2 820	1 350	620
Timbédra	2 920	1 400	640
Tiguint	2 550	1 220	560
Zouerate	2 630	1 260	580

**Article 3:** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté N°0749/MHETTIC/MCI du 06/03/2008.

**Article 4:** Les Secrétaires Généraux du Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Technologies de l'Information et de la Communication, et du Ministère du Commerce et de l'Industrie, le Wali de Nouakchott, les Walis des régions, les Hakems des Moughataas sont chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel.

### **Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation**

#### **Actes Réglementaires**

**Arrêté n°1009** du 30 Mars 2008 Portant création d'une Cellule chargée de la communication, de la traduction et de la documentation.

**Article Premier :** Il est créé au sein du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration une Cellule chargée de la communication, de la traduction et de la documentation.

**Article 2 :** La Cellule chargée de la communication de la traduction et de la documentation a pour mission de:

- Mettre en œuvre le plan de communication du Département ;
- Coordonner les actions de communication du Département ;
- Contribuer à l'actualisation du contenu du site du Département ;
- Servir d'interface entre le Département et les médias et faciliter à la presse la couverture des activités du Département ;

- Contribuer aux succès des actions de relations publiques et des campagnes médiatiques décidées par le Département ;
- Editer un bulletin mensuel d'informations, des dépliants et brochures ;
- Coordonner avec les médias publics et privés des émissions consacrées aux activités du département ;
- Confectionner des dossiers de presse;
- Développer un partenariat avec la presse;
- Coordonner la traduction de tous les documents ou actes utiles au Département ;
- Assurer la collecte, la conservation des ressources documentaires du Département ;
- Assurer la gestion de fonds documentaires du Département ;
- Fournir dans les meilleures conditions (rapidité, fiabilité et exhaustivité) l'ensemble des données susceptibles d'éclairer les usagers du service public.

**Article 3 :** La cellule chargée de la communication, de la traduction et de la documentation est dirigée par le Chargé de mission du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration.

**Article 4 :** La Cellule chargée de la communication, de la traduction et de la documentation est dotée de moyens humains, matériels et financiers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

**Article 5:** Le secrétaire Général du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## III - TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

SOCIETE GENERALE  
MAURITANIE

سوسيتيه جنرال موريتانيا

Actif	(En KMRO)	
	31.12.2007	31.12.2006
Caisse	264 603	103 631
Banque centrale	763 063	512 477
Banques et correspondants étrangers	1 021 052	1 692 588
Crédit à la Clientèle	<b>2 677 735</b>	381 140
Court terme	88 193	
Moyen terme	2 172 582	
Long terme	27 238	
Divers	18 000	
Compte Ordinaires Débiteurs	371 722	9 018
Débiteurs Divers	96 213	591
Comptes de régularisation	26 541	202 207
Titres de Placement	2 800 000	2 200 000
Titre de participation	51 000	51 000
Créances et Autres immobilisées	16 000	
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 045 985	1 090 675
Résultat en instance d'affectation	276 239	447 838
Résultat de l'exercice antérieur	447 838	
<b>TOTAL</b>	<b>9 486 269</b>	<b>6 691 165</b>

(En KMRO)

Passif	(En KMRO)	
	31.12.2007	31.12.2006
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	<b>5 166 794</b>	<b>2 203 889</b>
Comptes ordinaire créditeurs		1 203 889
Clientèle commerciale	2 332 793	940 833
Particuliers	701 895	73 042
Dépôt de garantie	434 258	190 014
Comptes créditeurs à terme		
Clientèle commerciale	1 500 000	1 000 000
Comptes d'Epargne à régime spécial		
Compte sur livret	151 536	
Autres somme dues à la clientèle	46 313	1 145
Créditeurs divers	12 254	9 060
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>251 049</b>	<b>417 921</b>
Charge à payer	201 926	157 508
Produit perçus d'avance	35 553	12 750
Ecart de conversion devise		247 663
Divers	13 570	
Provisions Réglementées	56 172	
Autres Ressources permanentes		59 150
Capital	4 000 000	4 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>9 486 269</b>	<b>6 691 165</b>

(En KMRO)		
LIBELLE	2007	2006
<b>ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR OU D'ORDRE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS</b>		
Accords de Refinancement		
Cautions, Avals, Endos, Acceptation, Autres Garanties		
Confirmation d'Ouverture de Crédits Documentaires		
Autres Engagements de Garantie		
<b>ENGAGEMENTS RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS</b>	<b>7 535 158</b>	<b>43 615</b>
Accords de Refinancement		
Cautions, Avals, Endos, Acceptation, Autres Garanties	7 535 158	43 615
<b>ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR OU D'ORDRE DE LA CLIENTELE</b>	<b>4 355 124</b>	<b>1 196 125</b>
Acceptation à Payer ou Engagement de Payer		
Ouvertures de Crédits Confirmés		
Ouvertures de Crédits Documentaires	3 825 669	756 265
Autres Ouvertures de Crédits Confirmés		
Cautions, Avals et Autres Garanties	529 455	64 253
Garanties de Remboursement de Crédits Distribués par d'Autres Etablissements		
Autres Cautions, Avals et Garanties		
Obligations Cautionnées		
Divers		375 607
<b>ENGAGEMENTS RECUS DE L'ETAT OU D'ORGANISMES PUBLICS</b>		
<b>TOTAL DU HORS BILAN</b>	<b>11 890 282</b>	<b>1 239 740</b>

(En KMRO)			
LIBELLE	31.12.2007	31.12.2006	Variation
Intérêts et produits	498 310	263884	89%
Intérêts et charges assimilées	-138 960	-38439	262%
Commissions (produits)	364 171	257559	41%
Commissions (charges)	-33 558		
Produits divers	27 120	22439	21%
Charges diverses	-190	-101	88%
<b>Produit net bancaire</b>	<b>716 893</b>	<b>505 342</b>	<b>42%</b>
Frais de personnel	-315 525	-227 320	39%
Autres frais administratifs	-537 247	-890 699	-40%
Dotations aux amortissements	-173 560	-169 346	2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-309 439</b>	<b>-782 023</b>	<b>-60%</b>
Provisions réglementées	-56 172		
<b>Résultat d' exploitation</b>	<b>-365 611</b>	<b>-782 023</b>	<b>-53%</b>
Pertes de réévaluation	-586 750		
Gains de réévaluation	686 852		
Reprise de provision non utilisée	15 990	334 185	-95%

<b>Résultat hors exploitation</b>	<b>116 092</b>	<b>334 185</b>	<b>-65%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	-249 519	-447 838	<b>-44%</b>
Impôt minimum forfaitaire	-26 720		
<b>Résultat net</b>	<b>-276 239</b>	<b>-447 838</b>	<b>-38%</b>

**Tableau des flux de trésorerie**

(En KMRO)

	2006	2007
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>-447 838</b>	<b>-249 520</b>
(+/-) Dotations nettes amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	160 346	173 560
(+/-) Dotations aux provisions pour risques /crédit		56 172
= <b>Dotations nettes aux provisions</b>	<b>160 346</b>	<b>229 732</b>
(+/-) Quote-part de résultat liée aux sociétés mise en équivalence		
(+/-) Perte nette/gain net des activités de financement		
(+/-) Autres mouvements	215 714	-225 259
= <b>Total des éléments non monétaire inclus dans le résultat net avant impôts des autres ajustements</b>	<b>-55 368</b>	<b>4 473</b>
(+/-) Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		
(+/-) Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 817 378	-671 681
(+/-) Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 200 000	600 000
(+/-) Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		
- <b>impôts versés</b>		<b>-26 719</b>
= <b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>382 622</b>	<b>-98 400</b>
(+/-) <b>Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>-120 584</b>	<b>-343 447</b>
(+/-) Flux liés aux actifs financiers et aux participations	51 000	16 000
(+/-) Flux liés aux immeubles de placements		
(+/-) Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	1 244 903	125 878
(+/-) <b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>1 295 903</b>	<b>141 878</b>
(+/-) Flux liés de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		
(+/-) Autres Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
<b>Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement ©</b>		
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (D)</b>		
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>1 175 319</b>	<b>-201 569</b>
<b>flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>-120 584</b>	<b>-343 447</b>
<b>flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>1 295 903</b>	<b>141 878</b>
<b>flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		
<b>Caisse, banques centrales, CCP (actif &amp; passif)</b>	<b>4 000 000</b>	<b>2 308 696</b>
<b>Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit</b>		
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>2 824 681</b>	<b>2 510 265</b>

**CHINGUITTY BANK****BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'ouguiya

BILAN ARRETE AU 31/12/2007

<b>CONCORDANCE AVEC ETAT A</b>	<b>ACTIF</b>	<b>CODE BCM</b>	<b>MONTANT</b>
A101 + A104	CAISSE, INSTITUT D'EMISSION, TRESOR PUBLIC, CCP	101	843 382
A108+A121 A113+A117	ETS DE CREDIT ET INTERMEDIARIES FINANCIERS COMPTES ORDINAIRES PRETS ET COMPTES A TERME	102 103	792 107
A122+A123+A127	BONS DU TRESOR, PENSIONS, ACHATS FERME	104	3 100 000
	CREDITS A LA CLIENTELE		
A126+130 A127	CREANCES COMMERCIALES CREDITS A MOYEN TERME	105 106	948 607 112 280
A128 A129	AUTRES CREDITS A COURT TERME CREDITS A LONG TERME	107 108	150 011
A131+A132+A133	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE TOTAL ENCOURS NET PLUS PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES	109	164 233
	TOTAL CREDITS DISTRIBUES		
A201+A202+A203 A206	VALEURS A L'ENCAISSEMENT DEBITEURS DIVERS	110 111	46 832 19 025
A207+A209+A214 A215	COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS TITRES DE PLACEMENT	112 113	415 397
A218 A223	TITRES DE PARTICIPATIONS ET DE FILIALES TITRES PARTICIPATIFS	114 115	192 690
A224+A232A+233	IMMOBILISATIONS NETTES DES AMORTISSEMENTS AMORTISSEMENTS	116	370 678
	SOUS TOTAL		
A228 A236	LOCATIONS AVEC OPTION D'ACHAT ET CREDIT BAIL ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	117 118	
A237 A238	RESULTAT EN ATTENTE D'AFFECTATION REPORT A NOUVEAU	119 120	900 000
A240	PERTE DE L'EXERCICE <b>TOTAL ACTIF</b>	121 122	<b>8 055 242</b>

CONCORDANCE AVEC ETAT A	PASSIF	CODE	MONTANT
A301	INSTITUT D'EMISSION, TRESOR PUBLIC, C.C. P ETS DE CREDIT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS	123	29 086
A304	BANQUES ET CORRESPONDANTS ETRANGERS	124	
A305	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	125	
A306	DISPOSITION - PRELEVEMENT	126	
A308+A312	EMPRUNTS ET COMPTES A TERME	127	
A316+A317	VALEURS DONNEES EN PENSIONS OU VENDUES FERME	128	
	COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE		
	ETS PUBLICS ET SEMIPUBLICS		
A322	COMPTES ORDINAIRES	129	405 347
A327	COMPTES A TERME	130	
	ENTREPRISES DU SECTEUR PRIVE		
A323	COMPTES ORDINAIRES	131	972 868
A328	COMPTES A TERME	132	500 000
	PARTICULIERS		
A324	COMPTES ORDINAIRES	133	1 076 971
A329	COMPTES A TERME	134	130 000
	DIVERS		
A325+A335	COMPTES ORDINAIRES	135	433 731
A330	COMPTES A TERME	136	
A331	COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL	137	
A336	BONS DE CAISSE	138	
A401+A402	COMPTES EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	139	53 736
A403	CREDITEURS DIVERS	140	22 597
A404-6-11-12	COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS	141	428 037
A413	EMPRUNTS OBLIGATAIRES	142	
A416	EMPRUNTS PARTICIPATIFS	143	
A415+A417	AUTRES RESSOURCES PERMANENTES	144	
A418+A419	PROVISIONS	145	
A420	RESERVES	146	188 000
A423	CAPITAL	147	3 500 000
A424	RESULTAT EN ATTENTE D AFFECTATION	148	
A425	REPORT A NOUVEAU	149	851
	BENEFICE DE L'EXERCICE	150	314 018
		151	
A427	<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>8 055 242</b>

CONCORDANCE	HORS BILAN(en milliers d'ouguiyas)	CODE BCM	MONTANT
A503	CAUTIONS AVALS, AUTRES GARANTIES DONNEES D'ORDRE D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	144	
A508	CAUTIONS, AVALS, AUTRES GARANTIES RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	145	
A502	ACCORDS DE REFINANCEMENT DONNES EN FAVEUR D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	146	
A507	ACCORDS DE REFINANCEMENT RECUS D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS	147	
A514+A517	CAUTIONS, AVALS, AUTRES GARANTIES DONNEES D'ORDRE DE LA CLIENTELE	148	1 054 522
A510	ACCEPTIONS A PAYER ET DIVERS	149	
A518	DIVERS	150	
A511	OUVERTURE DE CREDITS CONFIRMES EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	151	673 001
A519	ENGAGEMENTS RECUS DE L'ETAT OU D'ORGANISMES PUBLICS	152	
	<b>TOTAL</b>	153	<b>1 727 523</b>

**ETAT DU CASH FLOW AU TITRE DE L'EXERCICE**  
**ARRETE AU 31/12/2007**

<b>RESSOURCES</b>	<b>2007</b>
	<b>M R O</b>
<b>OPERATIONS COURANTES :</b>	
Bénéfice net	314.018.070
Amortissement	73.189.793
Provisions pour comptes douteux	30.000.000
T. des ressources des opérations courantes	417.207.863
<b>A ajouter :</b>	
Augmentation des dépôts à terme	330.000.000
Augmentation des dépôts à vue	4.717.909
Augmentation Dépôts	38.753.090
Augmentation autres actifs	127.565.471
Diminution de la caisse et avoirs à la BCM	76.409.535
Diminution du portefeuille d'investissement	127.927.796
<b>Total Général des ressources</b>	<b><u>1.122.581.664</u></b>
<b>Emplois :</b>	
Augmentation B.T	700.000.000
Augmentation Bank et correspondants Etrangers	14.039.871
Augmentation des immobilisations	46.237.585
Augmentation autres actifs	362.304.208
<b>Total Général des emplois</b>	<b><u>1.122.581.664</u></b>

**IV - ANNONCES**

**AVIS DE BORNAGE**

Le 2008 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Teyarett / Wilaya de Nauokchott consistant en terrain urbain bâti à usage d'habitation d'une contenance deux ares seize centiares (2a 16-ca) connu sous le nom du lot n° 24 Ilot. F.9 Teyarett, et borné au Nord par une rue sans nom, au Sud par le lot n° 32, à l'Est par une rue sans nom et à l'Ouest par le lot n° 25.

Dont l'immatriculation a été sollicitée par: Moussa Samba. Suivant réquisition du 08/01/2008 n° 2084.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

**LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE**

**AVIS DE BORNAGE**

Le 20 septembre 2008 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dar Naim / Wilaya de Nauokchott, consistant en terrain urbain bâti à usage d'habitation d'une contenance d'un are vingt (01a 20 ca) connu sous le nom du lot n° 471 Ilot sect.11 Dar Noim, et borné au Nord par une rue sans nom, au Sud par le lot n° 470, à l'Est par une rue sans nom et à l'Ouest par le lot n° 473.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur: Moussa Ould Mahamed M'Bareck. Suivant réquisition du 12/05/2008 n° 2118.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

**LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE**

**AVIS DE BORNAGE**

Le 15 Septembre 2008 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Riyod / Wilaya de Trarza, consistant en terrain urbain bâti à usage d'habitation d'une contenance de trois ares soixante (03a 60 ca) connu sous le nom des lots n° 2476 et 2478 Ilot P.K.8 Riad, et borné au Nord par le lot n° 2474, au Sud par le

lot n° 2480, à l'Est par les lots n° 2475 et 2477 et à l'Ouest par une rue sans nom.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur: Mahamed Habiboullah Ould Yargue. Suivant réquisition du 03/06/2008 n° 2120.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

**LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE**

**AVIS DE BORNAGE**

Le 30 Septembre 2008 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Teyarett / Wilaya de Trarza, consistant en terrain urbain bâti à usage d'habitation d'une contenance de (02a 16 ca) connu sous le nom du lot n° 11 Ilot F.9 Teyarett, et borné au Nord par une rue sans nom, au Sud par le lot n° 10, à l'Est par le lot n° 6 et à l'Ouest par une rue sans nom.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur: Mahamed Abderrahmane Ould Aly. Suivant réquisition du 15/06/2008 n° 2122.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

**LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE**

**AVIS DE BORNAGE**

Le 30 Septembre 2008 à 10 heures, 30 MN DU MATIN, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Teyarett / Wilaya de Trarza, consistant en terrain urbain bâti à usage d'habitation d'une contenance de (02a 40 ca) connu sous le nom de lot n° 95 et 98. Ilot M'Gueiziro sect.3, et borné au Nord par une rue sans nom, au Sud par les lots n° 97 et 98, à l'Est par le lot n° 94 et à l'Ouest par une rue sans nom.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur: Mahamed Salem Ould Mahamed El Maustapha Ould Blahi. Suivant réquisition du 15/06/2008 n° 2124.

Toute personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

**LE CONSERVATEUR DE LA PROPRIETE FONCIERE**

**AVIS DE BORNAGE**

Le 15 /10/ 2008 à 10 heures, 30 minutes du matin, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ouad Naha / Wilaya de Trarza, Consistant en un terrain urbain bâti à usage d'habitation, d'une contenance de (03 ha 00 a) connu sous le nom du lot n°03 Ilot J'Ridha Nouakchatt. Et borné au Nord par le lot n°4, au Sud par le lot n°2, à l'Est par la route Nouakchatt- Nouadhibou, et à l'Ouest par une rue s/n.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mr: Saidou Samba Galq. Suivant réquisition du 09/09/2008 n° 2185.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier. /.

*Le conservateur de la propriété foncière*

**AVIS DE BORNAGE**

Le 15 /10/ 2008 à 10 heures, 30 minutes du matin, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ouad Naha / Wilaya de Trarza, Consistant en un terrain urbain bâti à usage d'habitation, d'une contenance de (03 ha 00 a) connu sous le nom du lot n°04 Ilot J'Ridha Nouakchatt. Et borné au Nord par le lot n°5, au Sud par le lot n°3, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par la route Nouakchatt- Nouadhibou.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mr: Ismael Duld Ahmed. Suivant réquisition du 09/09/2008 n° 2184.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier. /.

*Le conservateur de la propriété foncière*

**AVIS DE BORNAGE**

Le 15 /09/ 2008 à 10 heures, 30 minutes du matin, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ouad Naha / Wilaya de Trarza, Consistant en un terrain urbain bâti à usage d'habitation, d'une contenance de (01 a 50 ca) connu sous le nom du lot n°501 Ilot Sect.2 M'Gayzira. Et borné au Nord par le lot n°500, au Sud par une rue s/n, à l'Est par le lot 499, et à l'Ouest par le lot 503.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mr: Ismael Ould Ahmed. Suivant réquisition du 20/07/2008 n° 2161.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier. /.

*Le conservateur de la propriété foncière*

**AVIS DE BORNAGE**

Le 15 /10/ 2008 à 10 heures, 30 minutes du matin, Il sera procédé, au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ouad Naha / Wilaya de Trarza, Consistant en un terrain urbain bâti à usage d'habitation, d'une contenance de (03 ha 00 a) connu sous le nom du lot n°06 Ilot J'Ridha Nouakchatt. Et borné au Nord par le lot n°7, au Sud par le lot n°5, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par la route Nouakchatt- Nouadhibou.

Dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mr: El Houssein Ould Abdi. Suivant réquisition du 09/09/2008, n° 2183.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier. /.

*Le conservateur de la propriété foncière*

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livreancier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2112 déposée le 14/10/2008, Le Sieur Mr: Mohamed Ould Ahmed Lebat, Profession demeurant à Nouakchatt et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livreancier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 50 ca), situé à Arafat / Wilaya de Nouakchatt. C connu sous le nom de lot n°1286 Ilot Sect.6 Et borné au nord par le lot 1284, au sud par le lot n°1285, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par une rue sans nom.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchatt.

### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

#### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2171 déposée le 29/07/2008, Le Sieur Cheikh Dah Ould Talba Profession demeurant à Nauakchott et domicilié à

Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain Bâti constituant en un terrain de ferme rectangulaire d'une contenance totale de (2a 33 ca), situé au Ksar / Wilaya de Nauakchott, connu sous le nom de lot n°145 B Ksar Ancien. Et borné au nord par une rue Taurad, au sud par le lot n°145 D, à l'Est par une rue sans nom et à l'ouest par le lot n°145 A. Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un permis d'occuper n°397 en date du 19/01/1966 et n'est à connaissance, grevé d'aucun droit au charge réel, actuel ou éventuel autres que ceux ci après détaillés, savoir:

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Président du Tribunal de 1ère instance de Nauakchott.

### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

#### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2200 déposée le 25/09/2008, Le Sieur El Moutar Ould Weddau Profession demeurant à Nauakchott et domicilié à

Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain Bâti constituant en un terrain de ferme rectangulaire d'une contenance totale de (1a 80 ca), situé à Teyarett / Wilaya de Nauakchott, connu sous le nom de lot n°326 Hat sect.3 M'Gueizira. Et borné au nord par une rue sans nom, au sud par le lot n°327, à l'Est par une rue sans nom et à l'ouest par le lot n°324. Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif, et n'est à connaissance, grevé d'aucun droit au charge réel, actuel ou éventuel autres que ceux-ci après détaillés, savoir:

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu

incessamment en l'auditoire du Président du Tribunal de 1ère instance de Nauakchott.

### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

#### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2192 déposée le 11/09/2008, Le Sieur Abdellahi Ould Abd Dayem Profession demeurant à Nauakchott et domicilié à

Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain Bâti constituant en un terrain de ferme rectangulaire d'une contenance totale de (07a 00 ca), situé à Teyragh Zeina Wilaya de Nauakchott, connu sous le nom de lot n°269 Hat Ext Nat Mod.I. Et borné au nord par une rue sans nom, au sud par le lot n°271, à l'Est par une rue sans nom et à l'ouest par le lot n°268. Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif, et n'est à connaissance, grevé d'aucun droit au charge réel, actuel ou éventuel autres que ceux-ci après détaillés, savoir:

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Président du Tribunal de 1ère instance de Nauakchott.

### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

#### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2199 déposée le 25/09/2008, La Dame Mariem Mint Mahamed Rare demeurant à Nauakchott et domicilié à

Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain Bâti constituant en un terrain de ferme rectangulaire d'une contenance totale de (01a 20 ca), situé à Arafatt / Wilaya de Nauakchott, connu sous le nom de lot n°307 Hat D Correfaur. Et borné au nord par le lot n°306, au sud par une rue sans nom, à l'Est par le lot n°305 et à l'ouest par une place publique. Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un permis d'occuper n°760 / WN / SCU du 19/01/2005 délivré par le Wali de Nktt, et n'est à

connaissance, grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel autres que ceux ci après détaillés, savoir:

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Président du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

#### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

##### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2191 déposée le 11/09/2008, Le Sieur Mohamed El Mamoune Mohamed Salem O/ Yaubah Professionn demeurant à Nouakchott et domicilié à

Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain Bâti constituant en un terrain de forme rectangulaire d'une contenance totale de (06a 00 ca), situé à Tavrigh-Zaina / Wilaya de Nouakchott, connu sous le nom de lot n°57 lot Ext Nat Mod .F Et borné au nord par une rue sans nom, au sud par le lot n°56, à l'Est par le lot n°55 et à l'ouest par une rue sans nom. Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif, et n'est à connaissance, grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel autres que ceux ci après détaillés, savoir:

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Président du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

#### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

##### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2182 déposée le 31/08/2008, Le Sieur Mohamed Vell Ould Youssouf O/ Awah El Hachimi. Professionn demeurant à Nouakchott et domicilié à

Il a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain Bâti constituant en un terrain de forme rectangulaire d'une contenance totale de (3a 00 ca),

situé Dar Naim / Wilaya de Nouakchott, connu sous le nom de lot n°131lot H-34 Dar Naim. Et borné au nord par le lot n°14, au sud par une rue sans nom, à l'Est par le lot n°15 et à l'ouest par une rue sans nom. Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif et n'est à connaissance, grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel autres que ceux ci après détaillés, savoir:

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Président du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

#### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

##### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2113 déposée le 14/10/2008, Le Sieur Mr: Mohamed El Maustapha Ould Youssouf Ould Saouf, Professionn demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de (07a 80 ca), situé à Arafat / Wilaya de Nouakchott. Connu sous le nom de lot n°578 lot A. Carrefour Et borné au nord par le lot 578 1/2, au sud par le lot n°579, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par une rue sans nom.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

#### **AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

##### **CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2196 déposée le 23/09/2008, Le Sieur Mr: Abeubekrine Ould Mohamed Salem Ould Mohamed, Professionn demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 80 ca), situé à Arafat / Wilaya de Nouakchott. Connu sous le nom de lot n°1033 Sect.6 Ext Et borné au nord par le lot 1031, au sud par le lot n°1035, à l'Est par le lot 1039, et à l'Ouest par une rue sans nom.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès moins du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2194 déposée le 23/09/2008, Le Sieur Mr: Aboubekrine Ould Mohamed Solem Ould Mohamed, Profession demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 80 ca), situé à Arafat / Wilaya de Nouakchott. Connu sous le nom de lot n°1035 Sect.6 Ext Et borné au nord par le lot 1033, au sud par une rue s/n, à l'Est par le lot 1036, et à l'Ouest par une rue sans nom.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès moins du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2197 déposée le 23/09/2008, Le Sieur Mr: Aboubekrine Ould Mohamed Solem, Profession demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un

terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 80 ca), situé à Arafat / Wilaya de Nouakchott. Connu sous le nom de lot n°1455 Sect.5 Ext Et borné au nord par le lot 1454, au sud par une rue s/n, à l'Est par le lot 1457, et à l'Ouest par une rue sans nom.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès moins du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2193 déposée le 23/09/2008, Le Sieur Mr: Mohamed Abderrahmane Ould Mohamed Lemine, Profession demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 80 ca), situé à Dar Naim / Wilaya de Nouakchott. Connu sous le nom de lot n°1750 H.20 Tinisweilim, borné au nord par le lot 1752, au sud par les lots 1747 et 1748, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par le lot 1751.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, dès moins du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2195 déposée le 23/09/2008, Le Sieur Mr: Mohamed Abderrahmane Ould Mohamed Lemine Ould Moulaye R'Chid, Profession demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (02a 60 ca), situé au Ksar / Wilaya de Nouakchott. Connu sous

le nom de lot n°151 B.1 Ksar Ancien, borné au nord par une rue s/n, au sud par le lot B, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par le lot A.1.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nauakchott.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2108 déposée le 12/09/2008, La Dame Moulaty Mint Saleck, Profession demeurant à Nauakchatt et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (06a 00 ca), situé à Tavrugh-Zeina / Wilaya de Nauakchatt. Connu sous le nom de lot n° 50 Ilot Ext. NOT- MOD G, borné au nord par les lots 51 et 52, au sud par le lot n° 40, à l'Est par une Place Publique, et à l'Ouest par le lot 49.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nauakchatt.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2108 déposée le 12/09/2008, Le Sieur Bah Ould Mohamed Ould N'Dary, Profession demeurant à Nauakchatt et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (07a 50 ca), situé à Tavrugh-Zeina / Wilaya de Nauakchatt. Connu sous le nom de lot n° 119 Ilot Ext. NOT- MOD L, borné au nord par le Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du

Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nauakchatt.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2111 déposée le 10/09/2008, Le Sieur Mr: Mahomed Abderrohmane Ould Mohamed Lemine Ould Moulaye Rachid, Profession demeurant à Nauakchatt et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 43 ca), situé au Ksar / Wilaya de Nauakchatt. Connu sous le nom de lot n° 146 A Ilot Ksar Ancien, borné au nord par le lot 46 A1, au sud par une rue s/n, à l'Est par le lot 146 B, et à l'Ouest par une rue s/n.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nauakchatt.

**AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION**

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE ET DES DROITS FONCIERS**

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2110 déposée le 10/09/2008, Le Sieur Mr: Mohamed Abderrohmane Ould Mohamed Lemine Ould Moulaye Rachid, Profession demeurant à Nauakchatt et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (01a 95 ca), situé au Ksar / Wilaya de Nauakchatt. Connu sous le nom de lot n° 103 A Ilot Ksar Ancien, borné au nord par une rue s/n, au sud par une rue s/n, à l'Est par une rue s/n, et à l'Ouest par le lot 11.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur saussigné, dans le délai de trois mois, à

compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

#### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

Au Livre foncier du cercle du Cercle du Trarza

Suivant réquisition, n° 2109 déposée le 12/09/2008, Le Sieur Ahmed Ould Abdellahi Ould Sabar, Profession demeurant à Nouakchott et domicilié à.....

L'intéressé a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de ferme rectangulaire, d'une contenance totale de (07a 00 ca), situé à Teyragh-Zeina / Wilaya de Nouakchott. Cannu sous le nom de lot n°49 Ilat Ext. NOT: MOO F, borné au Nord par le lot 48, au Sud par une rue s/n, à l'Est par le lot 46, et à l'Ouest par les lots 50 et 53.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

**Récépissé n°0902** de la 30/09/2008 Portant déclaration d'une association dénommée : « Association des Volontaires pour l'Enfance et l'Environnement Durable AVEED ».

Par le présent document, Monsieur Mahamed Ould Maaouiya, Ministre de l'Intérieur délivre, aux personnes désignées ci-après, le récépissé de déclaration de l'Association citée ci-dessus.

Cette association est régie par la loi n°64.098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment des lois n° 73.007 du 23 Janvier 1973 et 73.157 du 2 Juillet 1973.

Toute modification apportée au statut de l'association, tout changement intervenu au niveau de son administration ou de sa direction devront être déclarés dans un délai de trois (3) mois au Ministère de l'Intérieur.

Buts de l'Association: Sociaux

Durée de l'Association: Indéterminée

Siège de l'Association: Nouakchott

Composition du Bureau Exécutif:

Président: Mariem Mint Abdellahi

Secrétaire Général: D. Abdellahi Ould Oumar

Trésarière: Mahamed Ould Z'Nagui.

**Récépissé n°897** de la 30/09/2008 Portant déclaration d'une Association dénommée : « Association Assistance des Malades et Nécessiteux »

Par le présent document, Monsieur Mahamed Ould Maaouiya, Ministre de l'Intérieur délivre, aux personnes désignées ci-après, le récépissé de déclaration de l'Association citée ci-dessus.

Cette association est régie par la loi n°64.098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment des lois n° 73.007 du 23 Janvier 1973 et 73.157 du 2 Juillet 1973.

Toute modification apportée au statut de l'association, tout changement intervenu au niveau de son administration ou de sa direction devront être déclarés dans un délai de trois (3) mois au Ministère de l'Intérieur.

Buts de l'Association: Sociaux

Durée de l'Association: Indéterminée

Siège de l'Association: Nouakchott

Composition du Bureau Exécutif:

Président: Ely Ould Mahamed O' Lekhal

Secrétaire Générale: Mariem Mint Yemba

Trésarière: Imama Mint Ahmed

**Récépissé n°0905** de la 30/09/2008 Portant déclaration d'une Association dénommée : « Association Nationale pour la Promotion Féminine, la Protection de l'Enfant et l'Environnement ».

Par le présent document, Monsieur Mahamed Ould Maaouiya, Ministre de l'Intérieur délivre, aux personnes désignées ci-après, le récépissé de déclaration de l'Association citée ci-dessus.

Cette association est régie par la loi n° 64.098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment des lois n° 73.007 du 23 Janvier 1973 et 73.157 du 2 Juillet 1973.

Toute modification apportée au statut de l'association, tout changement intervenu au niveau de son administration ou de sa direction devant être déclarés dans un délai de trois (3) mois au Ministère de l'Intérieur.

Buts de l'Association: Sociaux

Durée de l'Association: Indéterminée

Siège de l'Association: Nouakchott

Composition du Bureau Exécutif:

Présidente: Mauna Mint Sidi Mahamed

Secrétaire Général: Mahamed Abdellahi Ould Sidi Mahamed O/Siyam

Trésarière: Oumaulvadly El Hadramy Camara.

**Récépissé n°0902** de la 30/09/2008 Portant déclaration d'une Association dénommée: «Association des Volontaires pour l'Enfance et l'Environnement Durable AVEED».

Par le présent document, Monsieur Mahamed Ould Maouiya, Ministre de l'Intérieur délivre, aux personnes désignées ci-après, le récépissé de déclaration de l'Association citée ci-dessus.

Cette association est régie par la loi n° 64.098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment des lois n° 73.007 du 23 Janvier 1973 et 73.157 du 2 Juillet 1973.

Toute modification apportée au statut de l'association, tout changement intervenu au niveau de son administration ou de sa direction devant être déclarés dans un délai de trois (3) mois au Ministère de l'Intérieur.

Buts de l'Association: Sociaux

Durée de l'Association: Indéterminée

Siège de l'Association: Nouakchott

Composition du Bureau Exécutif:

Président: Mariem Mint Abdellahi

Secrétaire Général: O. Abdellahi Ould Omar

Trésarière: Mahamed Ould Z'Nagui.

**Récépissé n°0883** de la 28/09/2008 Portant déclaration d'une Association dénommée: «Fondation des Amis du Lycée François Theodore Monod».

Par le présent document, Monsieur Mahamed Ould Maouiya, Ministre de l'Intérieur délivre, aux personnes désignées ci-

après, le récépissé de déclaration de l'Association citée ci-dessus.

Cette association est régie par la loi n° 64.098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment des lois n° 73.007 du 23 Janvier 1973 et 73.157 du 2 Juillet 1973.

Toute modification apportée au statut de l'association, tout changement intervenu au niveau de son administration ou de sa direction devant être déclarés dans un délai de trois (3) mois au Ministère de l'Intérieur.

Buts de l'Association: Sociaux

Durée de l'Association: Indéterminée

Siège de l'Association: Nouakchott

Composition du Bureau Exécutif:

Président: Sedena Ould Yahya Ould Abdel Vetch

Secrétaire Général: Abd El Majid Kamil

Trésarière: Christoph Reilhac

**Récépissé n°880** Portant déclaration d'une Association dénommée: « Association des Amis de Habib Ould Mahfaud».

Par le présent document, Monsieur Mahamed Ould R'Zeizim, Ministre de l'Intérieur délivre, aux personnes désignées ci-après, le récépissé de déclaration de l'Association citée ci-dessus.

La présente association est soumise à la loi 64/098 du 09 Juin 1964 et à ses textes subséquents en particulier la loi n° 73/007 du 23 Janvier 1973 et la loi n° 73/157 du 2 Juillet 1973.

Cette association est régie par la loi n° 64.098 du 09 Juin 1964 et ses textes modificatifs notamment des lois n° 73.007 du 23 Janvier 1973 et 73.157 du 2 Juillet 1973.

Toute modification apportée au statut de l'association, tout changement intervenu au niveau de son administration ou de sa direction devant être déclarés dans un délai de trois (3) mois au Ministère de l'Intérieur.

Buts de l'Association: Social

Durée de l'Association: Indéterminée

Siège de l'Association: Nouakchott

Composition de l'Organe Exécutif:

Président: Abdellah Ould Toleb(Ojibah)

Secrétaire Général: Wane Birane

Trésarière: Maussa Ould Hamed.

### **Avis de Perte du 23/09/2008**

Il est porté à la connaissance du public, la perte du Titre Foncier N°249 du Baie de Lévrier sise à NDB, appartenant à la Société COFRIMA suivant la déclaration de Monsieur: Mohamed Ould Teloumitt né en 1964 à Ator, dont il porte seul la responsabilité sans que le Notaire en confirme ou en infirme le contenu.

**NOTAIRE**  
**MAITRE ISHAGH O/ AHMED MISKE**

### **Avis de Perte**

Il est porté à la connaissance du public, la perte du Titre Foncier N°8747, appartenant à Madame: Toutou Mint Isselmau O/ El Boukhary, né le 31/12/1948, titulaire de la CNI N°10100288579, domiciliée à Nouakchott suivant la déclaration de Monsieur IZIDNA BIH OULD MOHAMED O/ CHERIF BOUYE né en 1978 à R'Kiz, titulaire de la CNI N°0113010100199685, dont il porte seul la responsabilité sans que le Notaire en confirme ou en infirme le contenu.

**NOTAIRE**  
**MAITRE ISHAGH O/ AHMED MISKE**

### **Avis de Perte du 18/09/2008**

Il est porté à la connaissance du public, la perte du lot N°39 de l'Etat-E.1/ Teyorett, objet du Titre Foncier N°5186 du Cercle du Trarza, appartenant à Mr: Mohamed Bouyo Ould El Hadrami, domicilié à Nauakchott suivant la déclaration de Monsieur Mourod Ould Cheikh Molainine O/ Cheikh Lekbir né en 1971 à T-Zeino, titulaire de la CNI N°B0800521B41 dont il

porte seul la responsabilité sans que le Notaire en confirme ou en infirme le contenu.

**NOTAIRE**  
**MAITRE ISHAGH O/ AHMED MISKE**

### **Avis de Perte du 13/10/2008**

Il est porté à la connaissance du public, la perte du Titre Foncier N°4540 relatif au lot N°777/Sebkha, appartenant à Madame: Fatma Mint Khalna, domiciliée à Nouakchott suivant la déclaration de Monsieur: Nogi Ould Mohamed O/ Hamoda né en 1964 à Rossa, titulaire de la CNI N°65B976 dont il porte seul la responsabilité sans que le Notaire en confirme ou en infirme le contenu.

**NOTAIRE**  
**MAITRE ISHAGH O/ AHMED MISKE**

### **Avis de Perte**

Il est porté à la connaissance du public, la perte du titre foncier n°071 de L'Ilot Ksor-Ouest du Titre Foncier n°1974 cercle du Trarza, appartenant à Monsieur Boubacar Sego Sylla, domicilié à Nauakchott suivant la déclaration Mr Cheikh Meloinine Boubacar Sego né en 1954 à Ator, titulaire de la CNI n°0713090901698575, domicilié à Nouakchatt, dont il porte la responsabilité sans que le Notaire en confirme ou en infirme le contenu.

**LE NOTAIRE**  
**MAITRE ISHAGH OULD AHMED MISKE**



AVIS DIVERS	<b>JOURNAL OFFICIEL</b> <i>Paraissent les 15 et 30 de chaque mois</i>	<b>ABONNEMENTS ET ACHAT AU NUMERO</b>
<p>Les annonces sont reçues au service du Journal Officiel</p> <p>-----</p> <p>L'Administration décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.</p>	<p><i>POUR LES ABONNEMENTS ET ACHATS AU NUMERO</i></p> <p><i>S'adresser à la direction de l'Édition du Journal Officiel; BP 188, Nouakchott (Mauritanie).</i></p> <p><i>Les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par chèque ou virement bancaire compte chèque postal n°391 Nouakchott</i></p>	<p><b><u>Abonnements. un an /</u></b></p> <p><i>ordinaire.....4000 UM</i></p> <p><i>pays du Maghreb..4000 UM</i></p> <p><i>Etrangers.....5000 UM</i></p> <p><b><u>Achats au numéro /</u></b></p> <p><i>prix unitaire.....200 UM</i></p>
<b>PREMIER MINISTERE</b>		
<b>Edité par la Direction de l'Édition du Journal Officiel</b>		